



Denis Merklen

Pourquoi brûle-t-on des bibliothèques ?

Presses de l'enssib

Chapitre 1 : Les territoires du conflit

DOI : 10.4000/books.pressesensib.2146

Éditeur : Presses de l'enssib

Lieu d'édition : Villeurbanne

Année d'édition : 2013

Date de mise en ligne : 19 décembre 2017

Collection : Papiers

ISBN électronique : 9782375460887



<http://books.openedition.org>

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2013

Référence électronique

MERKLEN, Denis. *Chapitre 1 : Les territoires du conflit* In : *Pourquoi brûle-t-on des bibliothèques ?* [en ligne]. Villeurbanne : Presses de l'enssib, 2013 (généralisé le 01 février 2021). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/pressesensib/2146>>. ISBN : 9782375460887. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.pressesensib.2146>.

Ce document a été généré automatiquement le 1 février 2021.

Chapitre 1 : Les territoires du conflit

- 1 Pendant les événements d'octobre et novembre 2005 que la presse et la sociologie ont qualifiés d'« émeutes urbaines », j'ai reçu une invitation de la revue *Mouvements* à écrire « à chaud » sur ce qui se passait. J'ai accepté et rédigé un article à contre-courant de la plupart des réactions visibles à ce moment-là¹. Mes travaux sur l'émergence d'une nouvelle « politicalité » des classes populaires en Argentine et les observations que je systématisais déjà depuis quelques années en France m'amenaient à proposer une lecture politique de ces événements jusqu'alors confinés au « social ». Il me semblait que les « messages de pierre » envoyés par les quartiers vers le centre de l'espace public risquaient de se voir renvoyés vers la périphérie si on ne leur accordait pas un statut politique, au moins dans l'écoute et l'interprétation auxquels ces actes faisaient appel. Ma proposition suscita des réactions diverses², mais le champ des « quartiers » et des « émeutes » était à certains égards surinvesti par des chercheurs qui fournissaient déjà depuis longtemps des matériaux empiriques richissimes et des analyses souvent foisonnantes. La combinaison d'« émeutes » et de « quartiers » était devenue une question centrale au moins depuis *La galère* de François Dubet, c'est-à-dire au lendemain des premières révoltes de la fin des années 1970 et de la « marche beur » qui a inauguré les années 1980 avec la présidence de François Mitterrand³.
- 2 Au printemps 2006, à ma plus grande surprise, je fus invité à participer à la conférence organisée conjointement par la Bibliothèque publique d'information (BPI) et le *Bulletin des bibliothèques de France (BBF)* au Salon du livre de Paris⁴. Pourquoi m'inviter, alors que j'étais loin de faire partie des spécialistes du monde de la bibliothèque et du livre souvent invités à cette conférence annuelle ? C'est que, pendant les émeutes, une trentaine de bibliothèques avaient été incendiées, ce que j'ignorais. J'ai ainsi découvert ces incendies de bibliothèques de quartier qui avaient « rendu perplexes plus d'un bibliothécaire et parfois même fait chanceler leur foi en ce métier. Pourquoi en effet les révoltes ont-elles pris des bibliothèques pour cibles ? »⁵. Je ne savais pas alors que des bibliothèques avaient été brûlées et caillassées, ni qu'un débat traversait spécifiquement le milieu des bibliothécaires⁶. J'ai décidé d'affronter ces questions difficiles et proposé au Service études et recherches de la BPI une enquête sur le sujet. Le terrain à déblayer était vaste. J'ignorais non seulement tout sur les bibliothèques de quartier en France, mais aussi sur cette profession de bibliothécaire – mis à part

l'immense gratitude qu'en tant qu'étudiant, puis chercheur, et surtout en tant que citoyen, je dois aux bibliothécaires. Mon étonnement a été encore plus prégnant quand j'ai pu confirmer que, parmi ceux qui s'étaient intéressés aux « émeutes » et aux « quartiers » depuis les années 1980, aucun sociologue ne s'était attaché au fait que des bibliothèques étaient brûlées – contrairement à l'intérêt suscité par les attaques perpétrées contre d'autres établissements publics, notamment les institutions scolaires, mais aussi des équipements collectifs. Pourquoi les sociologues n'ont-ils jusqu'à présent prêté aucune attention aux bibliothèques incendiées ? Pourquoi personne n'a rien vu ? Ou rien voulu voir ?

- 3 Mes travaux sur les milieux populaires m'ont ainsi conduit à m'intéresser aux différentes formes de violence rencontrées par les bibliothèques de quartier, notamment les incendies volontaires dont elles ont parfois été victimes. Trente-deux bibliothèques furent attaquées par la pierre ou par le feu au cours des révoltes de l'automne 2005⁷, certaines l'ont été entre les deux tours de l'élection présidentielle de 2007 (comme dans le quartier des Aunettes, à Évry), et d'autres l'ont été après (à Goussainville, Villiers-le-Bel, La Courneuve, Brest). Ces phénomènes ne sont pas isolés puisque des établissements avaient été confrontés par le passé aux mêmes problèmes, en région parisienne comme en province. Au cours de notre enquête, nous avons identifié 69 bibliothèques volontairement incendiées entre 1998 et 2013. La liste est impressionnante, elle n'est sûrement pas complète⁸.
- 4 Une dynamique conflictuelle apparaît entre certaines bibliothèques et les quartiers où elles sont implantées, une dynamique dont les manifestations les plus visibles vont de l'insulte aux vitres caillassées, jusqu'à l'incendie pour les cas les plus extrêmes. Ces comportements, dans leurs formes mineures, occasionnent parfois des sanctions imposées aux usagers par le personnel des bibliothèques. Mais le cadre immédiat de ces conflits est donné par une désaffection de la lecture et par la non-fréquentation de ces équipements : près de 90 % des personnes résidant à proximité des établissements concernés ne sont souvent pas inscrites à la bibliothèque. Et si on prend seulement en considération la population « adulte » (âgée de plus de 14 ans, selon les critères des bibliothécaires), ce pourcentage augmente encore, car la moitié des lecteurs sont des enfants. Nous avons vite appris que la place de l'écrit était au centre des révoltes, aussi bien en tant que mode de communication que comme enjeu politique et social. Et nous avons vite appris aussi que l'observation et la compréhension de ce conflit gagneraient en intelligibilité avec une enquête de terrain qui mettrait en lien les observations du monde local avec les données plus générales sur la situation de cette fraction des classes populaires qu'on appelle communément « les banlieues ».

La bibliothèque dans son quartier

- 5 La médiathèque Gulliver a été inaugurée en juin 2004 dans le cadre d'un projet de transformation de l'un de ces « quartiers impopulaires », selon la formule d'Annick Madec, que nous avons l'habitude d'appeler « banlieues » ou « cités ». Couchée au milieu du quartier, la bibliothèque est un bâtiment neuf, très beau et très coloré. Une fois dedans, on le perçoit comme un lieu très ouvert, qui communique facilement avec les tours de la cité. Lorsqu'on regarde la bibliothèque de l'extérieur, on observe une œuvre, toute en volumes, peinte en bleu, jaune et rouge. On remarque alors le contraste avec les tours de la cité : grises. Surtout en hiver. Une question se pose alors. Comment

voir le quartier ? Il est invisible. À regarder ces tours et leurs habitants, nous percevons déjà une « cité », un préjugé. En revanche, la bibliothèque saute très vite aux yeux. Elle est bien là. Le contraste entre tous les immeubles et la bibliothèque est saisissant. On a l'impression que le géant Gulliver a placé ici cet objet magnifique, brillant, ou peut-être qu'il s'est lui-même couché là, comme échoué sur une plage au milieu d'une civilisation lointaine.

- 6 Il est beaucoup plus facile d'enquêter sur la bibliothèque, de parler aux bibliothécaires, de voir en elle la réalité des classes populaires. En revanche, pénétrer l'univers du quartier, échanger avec les « gens », dans l'interface de ses espaces multiples, tenter de déceler ce qu'il peut y avoir en commun dans toute cette vie, ne sera pas chose facile. Entre le spectaculaire des cocktails Molotov qui nous ont conduits jusqu'ici et la présence étonnante de cet édifice qu'est la bibliothèque, nous sommes déjà un peu éblouis. Comment saisir la bibliothèque *dans* ce quartier qui paraît inexistant chaque fois qu'il n'est pas en flammes ? Comment faire pour que ces discours de communication si facile avec nous, si facilement transposables à l'écrit comme des extraits d'entretiens ou des témoignages ne s'imposent pas, éclatants, à ceux qui ne peuvent pas parler de ce qui est difficile à définir : l'acte ? Comment ne pas refouler ce qui est difficile à dire et à entendre comme si l'action était insensée ?

La bibliothèque comptait 1 350 inscrits en 2006 (dont une moitié d'« adultes » de plus de 14 ans)^a dans un quartier de 7 000 habitants (dont un tiers de moins de 20 ans). Après quelques mois d'enquête, le travail réalisé par les bibliothécaires dans ce quartier semble irréprochable, et il obéit à une politique locale de la lecture publique qui paraît elle aussi remarquable. Bien que des extensions dans l'ouverture puissent être envisagées, les horaires sont élargis. La bibliothèque est ouverte 19 heures par semaine, dont 7 heures le samedi.^b La gratuité (nécessaire certainement pour une partie importante des habitants de ce quartier) est acquise pour tous les supports : livre, CD, DVD, périodiques. Pas de vigile ni de vidéosurveillance. Le pari est à la confiance. Plus de 50 000 prêts en 2006. Un effort constant est fourni par l'équipe des bibliothécaires afin d'aider la bibliothèque à sortir de ses murs. Il se fait en partenariat avec les autres institutions présentes dans le quartier, écoles et collège, mais aussi radio, associations et maison de quartier. Deux cent neuf « collectivités » (essentiellement des classes des écoles primaires et du collège) ont été reçues en 2006, ce qui représente l'accueil de près de 3 600 enfants et adolescents. Dès que le temps le permet, des lectures « en herbe » sont faites dans les espaces verts du quartier. Puis, en hiver comme en été, par temps de pluie comme sous le soleil d'été, les bibliothécaires mènent un travail quotidien de rapprochement avec les jeunes du quartier, « ceux qui tiennent les murs » et qui ne viennent pas à la bibliothèque. Et à l'intérieur de la bibliothèque, une démarche active d'accompagnement du lecteur est entreprise. Il s'agit, nous dit-on, d'aller à sa rencontre, à sa rescousse, au dialogue, à son orientation dans les rayons, à la médiation entre le livre et lui, à rendre convivial et accueillant l'espace de la médiathèque.

a. En 2009, la bibliothèque comptait 1 220 inscrits dont 48 % avaient moins de 15 ans, 15 % entre 15 et 24 ans, 32 % entre 25 et 59 ans, et 5 % 60 ans ou plus.

b. Comme c'est souvent le cas pour les bibliothèques municipales, la médiathèque Gulliver est peu ouverte en soirée : trois jours jusqu'à 18 heures et un jour par semaine jusqu'à 19 h 30.

- 7 Mais nous constatons aussi les attaques répétées contre cette même médiathèque de quartier, avant et après son incendie, pendant les émeutes de l'automne 2005. Entre la perception et le jugement que je peux me faire lors d'une première approche et ce constat, il y a un véritable paradoxe. Quand je l'ai connue, la bibliothèque Gulliver avait

déjà été, à plusieurs reprises, la cible d'agressions et objet de conflits, et elle a continué à l'être après que j'ai fini mon enquête de terrain au sein de ce quartier. Vols d'ordinateurs et de collections de CD (notamment de rap), incendie, caillassage de ses vitres, tags, désordres dans la salle de lecture, menaces, personnel suivi dans la rue, conflits persistants, insultes.

- 8 Ce qui m'a conduit à elle, c'est l'incendie dont elle a été victime pendant les émeutes de 2005. « On sentait que quelque chose allait se passer et on a demandé un vigile à la mairie. Heureusement. Pendant la nuit, ils ont descendu les vitres, qui sont pourtant difficiles à briser, car ce sont des vitres spéciales, et ils ont jeté deux cocktails Molotov à l'intérieur. Heureusement que le vigile était là, sinon, tout serait parti en fumée. Ça a été un grand choc émotionnel pour nous. Ça faisait à peine un an qu'on était ouverts... vous imaginez ? Les collègues ont été très, très choqués. » La directrice de l'équipement.⁹
- 9 La direction du livre et de la lecture du ministère de la Culture l'a ainsi décrit :

« Saint-Denis (86 000 habitants) : La médiathèque annexe Gulliver, 630 m², est installée dans le quartier Floréal, depuis juin 2004. Il y a six mois environ, toutes les vitres de la salle de prêt avaient été brisées et les six postes multimédias avaient été volés. Fin octobre 2005, les six postes, qui avaient été rachetés, ont été volés de nouveau, ainsi que 80 CD environ. Depuis cette date, un gardiennage était assuré. Dans la nuit du 5 au 6 novembre, un cocktail Molotov a été lancé sur l'équipement. Le gardien présent sur place a très rapidement éteint l'engin. »¹⁰
- 10 La médiathèque Gulliver est le premier terrain de l'enquête, et, avec ces quelques éléments, je me pose déjà beaucoup de questions. Comment comprendre ces actes ? Qu'est-ce qu'on attaque ? Une institution publique ? Un joli bâtiment ? Une bibliothèque ? La bibliothèque Gulliver, seule dans son contexte local ? Je fais très vite l'hypothèse que la cible est une bibliothèque¹¹. Mais qu'est-ce qu'une bibliothèque pour eux, ces auteurs des attaques ? Pour « eux », c'est-à-dire d'autres que nous ?
- 11 Le premier pas à faire dans la compréhension de ces actions est de prendre en compte la réception des attaques, car le cocktail Molotov lancé produit une division sociale entre « eux » qui lancent le cocktail et « nous » qui le recevons, qui essayons de comprendre l'acte ou qui refusons toute compréhension, qui nions toute recevabilité. Du côté du « nous », d'abord. L'attaque permet de prendre conscience que nous autres, bibliothécaires et sociologues, nous constituons un groupe particulier : nous gagnons notre vie et nous affirmons notre position sociale dans le marché du livre. Et de ce côté-ci de la frontière, nous sommes accompagnés des hommes politiques, des élus, des autorités, des journalistes et des enseignants, tous liés par la culture du livre, de l'écrit bureaucratique des lois et des règlements, de l'écrit scolaire. Et du côté du « eux » ? Ces « ils » qui ont jeté les cocktails Molotov sont les auteurs de l'incendie. Oui, mais sont-ils seuls ou avec « les habitants » du quartier, avec les « jeunes », la « racaille », les « émeutiers », les « casseurs », les « classes populaires », les exclus de l'école ? L'un des premiers résultats de l'enquête a été de comprendre que, du côté de ceux qui se révoltent et lancent des pierres et des cocktails Molotov comme autant de messages à l'espace politique de la société, il y a un rapport complexe à l'écrit, mélange d'appropriation et de rejet que nous devons explorer. À commencer par l'inscription du livre et de la lecture dans l'espace social. Les violences et les conflits entre habitants et bibliothèques nous disent-ils quelque chose sur la place du livre et de la lecture au sein de l'univers populaire ?
- 12 Tel qu'il apparaît ici, le livre est un objet de l'individu, individualiste et individualisant. C'est la conception de la plupart des bibliothécaires que j'ai rencontrés et aussi de

beaucoup d'enseignants. En effet, la politique de la lecture qui est la leur fait du livre un objet « individualiste » du moment qu'il n'est plus associé à des pratiques collectives de la lecture, et ceci à plusieurs titres et pour plusieurs raisons. Entre autres parce que le livre sert à se cultiver, il permet à l'individu d'entrer dans l'espace de sa subjectivité. Mais aussi pour deux autres raisons fondamentales : premièrement, parce que l'individu lecteur entre à travers lui en communication solitaire avec un autre individu, l'auteur, dont il s'appropriera l'œuvre de façon plus ou moins indéterminée. Deuxièmement, parce que ce mode de communication fondamental sert à l'individu lecteur à échapper à l'emprise du cadre local, des liens interpersonnels les plus proches, qu'ils soient familiaux, de voisinage, de classe, communautaires, d'âge ou de genre. Alors le livre est présenté comme un vecteur « d'émancipation »¹². Mais nous devons aussi penser que cette « émancipation » tant voulue n'est, peut-être, pour beaucoup, qu'un facteur de désocialisation. La lecture de livres dans ces milieux populaires peut avoir comme effet principal la séparation de l'individu de son groupe de pairs et son éloignement vers un autre groupe, voire le risque d'une simple désocialisation qui laisse la personne seule, ni d'un côté ni de l'autre.

- 13 Car nous savons que le livre est aussi un objet social. Et nous pouvons déjà voir ici, à travers l'examen de ces tentatives d'incendie et de cette conflictualité, que le rapport au livre sert à tracer des frontières entre les groupes et les catégories sociales. C'est ce que l'attaque des bibliothèques et tous les conflits qui la précèdent et la suivent mettent en lumière. Le livre est donc tout naturellement objet de luttes. Les bibliothèques contiennent des objets de luttes sociales dans leurs rayons. C'est cette matière que les bibliothécaires manipulent quotidiennement, et ils le font la plupart du temps à leur insu. D'où il demeure toujours et malgré tout une certaine sacralité attachée aux livres, comme le rappelle la note du ministre de la Culture Renaud Donnedieu de Vabres envoyée au maire de Saint-Denis à l'occasion de l'incendie de Gulliver où il qualifie la bibliothèque d'« équipement culturel le plus symbolique de notre démocratie » (voir *infra*, p. XXX). Les livres sont considérés comme des objets sacrés pour les maintenir à l'écart des espaces conflictuels. On ne discute pas le livre dans sa politique pour pouvoir discuter à partir et à propos des livres. Mais alors, lorsque le livre devient socialement marqué par le conflit et traversé par les clivages qui divisent l'espace social, comment faire pour parler de ces conflits qui sont provoqués par la place du livre ? Et surtout, comment faire pour que cette dimension sociale sorte de l'invisible pour rentrer dans l'espace public du débat ? Nous verrons, au chapitre 4, « Littérature et révolte populaire », que les bibliothèques sont entourées d'une riche production littéraire et artistique véhiculant toute une conflictualité sociale et politique, la production d'un groupe social qui tente de se penser lui-même, de penser le monde et la conjoncture qui l'entoure, de penser ses opposants, ses ennemis, ses interlocuteurs. Or, les bibliothèques semblent avoir la plus grande difficulté à se constituer en acteurs de cette production populaire.
- 14 Laissons maintenant un temps le livre et recentrons notre regard sur la médiathèque comme équipement culturel. Ce déplacement du regard du livre vers le quartier et les politiques publiques d'abord, vers la ville ensuite, devrait nous aider à voir d'autres éléments au contact desquels le livre se trouve. On doit cesser de croire que le livre, dans sa bibliothèque, est protégé, dans son sanctuaire, de la société qui l'entoure. Et cessons de vouloir qu'il soit ainsi isolé, à moins que nous souhaitions le voir mourir dans son isolement. C'est l'immense vertu des bibliothèques de quartier et des bibliothèques populaires. Car lorsque le livre est dans les rayons d'une bibliothèque de

quartier, il pénètre dans l'espace vital d'un groupe social déterminé. Comment entre-t-il dans ce territoire ?

La bibliothèque comme projet de transformation sociale

- 15 La première fois que je suis allé à la bibliothèque Gulliver, j'y ai été conduit par Florence Schreiber, directrice des bibliothèques de Saint-Denis, fin septembre 2006. Lors d'un long entretien préalable, on a beaucoup échangé à propos des bibliothèques municipales et des violences dont les annexes de quartier font assez fréquemment l'objet. Elle m'expliqua alors que la bibliothèque Gulliver faisait partie d'un important projet de rénovation urbaine, entrepris par la ville de Saint-Denis et par la communauté d'agglomération Plaine Commune sur trois quartiers voisins où se trouvait l'un des points les plus conflictuels de la ville, trois quartiers qui vivent à la fois ensemble et séparés, et que la médiathèque avait été placée à l'intersection de ces trois quartiers : La Saussaie, Floréal et Courtille (« SFC » dans le jargon local). Pour la première fois, la bibliothèque m'apparaît ainsi comme un projet de réunion, comme une tentative de promotion de la vie commune. Est-ce à cela que s'opposèrent les incendiaires ? Pas sûr. Mais j'ai appris par la même occasion que la construction de la médiathèque s'intégrait dans un projet de rénovation urbaine qui concerne ce complexe de trois « cités » devenues un seul quartier, Saussaie-Floréal-Courtille.
- 16 Apparaît ainsi une nouvelle piste à explorer : considérer les actes de violence contre les bibliothèques comme des actes d'opposition à un projet de transformation sociale par l'État (à travers l'action municipale). La question de l'implantation de la bibliothèque se révèle significative. Dans le cas de Gulliver, la nouvelle bibliothèque fut créée dans le cadre d'un projet de rénovation urbaine – ce qui suppose, pour la ville, l'opportunité de financements de l'État à travers la politique de la ville – et en dépit de l'existence de l'une des deux annexes à Saint-Denis qui fut fermée à la création de Gulliver. En effet, en 2004, l'ancienne, bibliothèque du quartier pavillonnaire Romain-Rolland, vétuste et petite, est fermée au profit de l'ouverture de Gulliver, un équipement neuf, moderne, plus grand, mais situé dans le quartier voisin, au milieu des tours de Saussaie-Floréal-Courtille. Des questions se posent autour de la prise de décision et de l'éventualité d'une demande de la part des habitants. Sont-ce eux qui ont voulu ce changement ? Nous posons la question à l' élu du quartier, Pierre Quay-Thévenon (PCF) :

« - Comment a été décidée l'implantation de la médiathèque dans ce quartier ? Comment on décide que c'est dans ce quartier plutôt que dans un autre ?

On n'a pas de quartier qui ne mériterait pas le financement d'un équipement de ce type-là. [...] Après, ce qui va jouer, ce sont les projections de croissance démographique et d'opportunité foncière, c'est-à-dire s'il y a un terrain ou pas, et en fonction d'une carte théorique sur la distribution des différents équipements sur le territoire. C'est pourquoi la priorité a très vite été définie entre le quartier de La Plaine, Franc-Moisin et ici¹³.

- Mais, ce n'est pas en réponse à une demande en provenance du quartier, "ce qu'il nous faut est une bibliothèque".

Non, il n'y a jamais eu de mouvement, de pétition, de signatures, de manifestation pour dire « on veut une médiathèque ». Ça se saurait s'il y avait eu ça. C'est justement parce qu'il n'y a pas ça qu'il faut créer des médiathèques.

- Et qu'est-ce qui apparaît comme demande ici ?

Sur l'ensemble du quartier, c'est le problème des transports. Il y a une seule ligne de bus, pas de fréquence le soir. »¹⁴

- 17 La question de l'utilisation de l'argent public sera posée par plusieurs de nos interlocuteurs, surtout les habitants, dans les quartiers où nous avons enquêté. Qui (et comment) décide des investissements ? Souvent, le fait que « *personne n'a demandé ça ici* » sert à questionner la représentativité des élus, voire la légitimité de leur action. Question rendue aiguë quand on connaît le faible taux de votants aux élections, surtout municipales et locales. Lors du second tour des élections municipales de 2008 à Saint-Denis, le maire, Didier Paillard (PCF), a été élu grâce à 7 876 voix (51,12 % des suffrages exprimés) dans le cadre d'une abstention de 58,09 %, où seulement 16 021 personnes se sont mobilisées parmi 38 229 habilitées à le faire. Ainsi, sur 85 832 habitants, seuls 9,17 % (moins d'un sur dix !) se sont prononcés positivement pour le candidat gagnant¹⁵.
- 18 En 1998, la municipalité de Saint-Denis fait réaliser une étude sur la lecture publique d'où il ressort que « *malgré la réputation nous étions bien en deçà, en termes de mètres carrés par habitant, de ce qu'il faudrait* » pour que les Dionysiens aient un accès correct à la lecture publique. La ville projette alors un considérable investissement pour la modernisation des bibliothèques et la construction d'une série de trois équipements, dont Gulliver est le premier à voir le jour (suivi des médiathèques Don Quichotte, inaugurée dans le quartier de La Plaine, en 2007, et Ulysse, dans le quartier de Franc-Moisin, en 2011).
- 19 Anne Kupiec et Anne-Marie Bertrand ont déjà attiré l'attention sur le fait que la construction des bibliothèques municipales, et tout spécialement l'emplacement d'« annexes » dans les quartiers, s'inscrit la plupart du temps dans le cadre de projets de rénovation urbaine mis en place par le pouvoir local¹⁶. C'est exactement le cas de la bibliothèque Gulliver. Or il faut considérer ce projet de « rénovation urbaine » comme un véritable projet de transformation sociale dans lequel s'inscrit la politique de la bibliothèque. Son action participe d'une volonté politique de transformation d'une situation perçue à juste titre comme dégradée, comme on en connaît de nombreux exemples depuis que la politique de la ville existe. De surcroît, cette volonté de transformation, commencée, dans le cas étudié, par la démolition d'une bonne partie du quartier, permet d'observer l'inscription locale d'un modèle d'action de portée nationale.
- 20 Municipalité et bailleurs de fonds (« *ils* », dans le discours des habitants) décident courant 1998 une transformation du quartier Saussaie-Floréal-Courtille et de sa réputation. La décision de construire la bibliothèque sera intégrée à celle de la réorganisation urbaine du quartier. À la lecture des documents de l'époque et à l'écoute des acteurs municipaux, ce projet de transformation sociale se fait selon une méthode conçue en deux dimensions. Nous pourrions qualifier la première de dimension écologique. Il s'agit de changer l'environnement pour bouleverser la conduite des êtres vivants qu'on y trouve implantés. Changement de quelques rues pour rendre plus fluide la circulation et désenclaver l'ensemble, démolition de deux tours et d'une dalle représentant 30 % des 609 logements du quartier La Saussaie. L'espace à transformer est vu comme un foyer du vice, des trafics, comme lieu de mauvaise vie et de misère aussi, dont la seule présence disqualifie la ville, les habitants et le quartier. Le lieu est perçu à l'époque comme un véritable repoussoir duquel tout le monde veut s'éloigner et qui sert surtout à disqualifier ses concurrents sociaux les plus immédiats. « *C'était un*

nid à rats », nous dit à propos des immeubles détruits la responsable du quartier en 2007. À la place, on construira une « *prairie* », un espace vert dessiné comme un jardin public, très ouvert, avec bancs, chemins de promenade et même quelques barbecues. Une immense sculpture est située dans le jardin, qui représente ce processus de démolition, comme un « *devoir de mémoire* ».

- 21 Vient ensuite la deuxième dimension du projet, menée non sans moins d'énergie que la dimension écologique de la démolition-reconstruction. Il s'agit d'un travail social très intense, avec une présence institutionnelle visant à resserrer les mailles de l'espace social du quartier. Ce travail est présenté comme une « *intervention* », et les travailleurs sociaux qui y participent se réfèrent les uns aux autres comme « *intervenants* ». Ils se réunissent tous les mois dans un « *collectif de professionnels* » où se concerte l'action d'un ensemble d'institutions présentes sur ce territoire : bibliothèque, écoles, crèche, maternelle, maison de quartier, ludothèque, antenne jeunesse, RATP, police, mairie, amicale du quartier, associations... J'ai recensé plus de vingt institutions présentes dans le quartier, qui se voit ainsi saupoudré à raison d'une institution pour deux cents habitants.
- 22 L'action de la médiathèque Gulliver s'inscrit sur ce double terrain, à la fois transformation architecturale de l'environnement et action sociale à travers la culture. « *La bibliothèque a été construite sur un ancien parking où on brûlait les carcasses des voitures volées la veille* », nous dit un responsable municipal.
- 23 Ce projet plaît à beaucoup d'habitants. Mais, les destructions ont aussi fait violence à d'autres, qui expriment leur mécontentement, leur regret ou leur opposition. Ils ressentent essentiellement la disparition d'un lieu de vie et d'un lieu de mémoire. Rappelons-nous du blog « *93 200 Saussaie/Floréal/Courtille* » cité plus haut, avec ses photos, ses témoignages et ses phrases enragées : « *jabiter juste la moi g la rage quand je voi sa g envi de pleurer* » (Wahid Lancien, 5 juin 2005)¹⁷.
- 24 La transformation du quartier ne s'est pas faite sans l'implication des habitants, avec lesquels la municipalité a travaillé, notamment dans des réunions publiques et une confrontation avec les autorités ; des artistes ont été contactés pour faciliter l'expression des avis et des sentiments présents dans le quartier. Ainsi des photographes, des peintres et une compagnie de théâtre ont été invités¹⁸. Parmi ces artistes, l'un d'entre eux a laissé une trace imposante. Une sculpture énorme est placée sur « *la prairie* », à l'endroit même où se trouvaient la dalle et les bâtiments 3 et 4 abattus. Je suis tombé sur elle à peine arrivé et j'ai été très impressionné, car je ne savais encore quasiment rien de l'histoire du quartier. Le monument semble le contenir tout entier, comme un véritable lieu de mémoire. Sur un tas de décombres agit un monstre humanoïde à la couleur dorée, une figure impressionnante, un homme chauve et musclé. Un livre dans sa bouche, il détruit les habitations et les immeubles du quartier avec ses pieds de bulldozer. Un bras dressé comme un poing fermé arrache une page du livre tandis que l'autre traîne par terre, serrant dans ses griffes un amas de tours du quartier qu'il écrase. Le livre, sous la pression des lèvres, explose et laisse surgir au milieu, entre les pages, les tours du quartier, comme une résistance.¹⁹
- 25 Tout près du livre ouvert, un couple touchant les pages s'embrasse, debout sur un piédestal, comme s'il dansait une valse ou un tango. L'agressivité se mêle à l'angoisse. La présence humaine de cette danse lente et amoureuse rappelle que le monstre détruit un lieu de vie, qui fut sûrement la maison natale de beaucoup, le « *nid* » comme dit Gaston Bachelard. Il y a là tellement d'action que je reste bouche bée et les bras

ballants, devant le spectacle de cette terrible créature. Pendant des semaines, je passerai mon temps à demander aux habitants, aux bibliothécaires, aux hommes politiques, aux enseignants de me livrer leurs sensations et leurs pensées à propos du monument. Comme souvent, ce sont les questions de l'ethnographe, des questions qui gênent, qui agacent. Mais j'arrive à savoir deux ou trois choses : contrairement à la bibliothèque, la sculpture a été bien accueillie, elle ne fut jamais maculée ni abîmée. Puis j'apprends que les habitants l'aiment tandis que les « intervenants » la trouvent moche. Les bibliothécaires sont plutôt horrifiés par cette représentation violente qui semble assimiler leur intervention à celle d'une armée puissante, terrible, en terre étrangère. Dans tous les cas, il y a une différence de perception entre les habitants qui prennent la sculpture comme la représentation d'un événement vécu et les personnes étrangères qui la considèrent de manière abstraite et ne la trouvent pas « belle ».

Photo 2.
Quelle est la place du livre dans la cité ?



- 26 La statue est l'œuvre d'un sculpteur italien, Roberto Ollivero, qui vit en Belgique et est venu séjourner dans le quartier à la suite d'une commande de la ville de Saint-Denis. Réalisée en 2000 dans l'objectif d'aider à élaborer le traumatisme de la démolition, la sculpture est définitivement installée en 2003. Les habitants gardent un bon souvenir de cet artiste qui travaillait, nous racontent-ils, dans le parking souterrain situé sous la dalle qui allait être démolie. « *Il se servait même d'une tronçonneuse* » pour sculpter. Sur sa page Web, on peut lire une brève description : « *Une œuvre sur la mémoire. Un personnage mi-homme, mi-machine. Ses rollers sont des chenilles d'engins de démolition. Sa main droite prend appui sur le sol et se transforme en pince à démolir et à écraser des immeubles. Quant à sa gueule, elle dévore la dalle de l'immeuble, déjà éventrée. Mais cette dalle, c'est aussi un livre, un livre-album, un livre-photos souvenirs dont le personnage arrache et brandit tout à la fois une des pages, hissant au niveau de l'emblème des fragments noirs et*

blancs des temps passés. Sous la dalle-livre, solitaire et perché en haut d'une colonne, un couple danse. L'œuvre a été placée sur un amas de déchets de chantier et de plantations, rappelant la destruction de la "barre" qui a été à l'origine du projet. »²⁰



Photo 3.

Une représentation de la violence.

Aux pieds de chenilles-bulldozer, deux têtes d'ouvriers à moitié écrasés eux-mêmes par le monstre qui leur marche dessus.

- 27 Nous devons revenir ici sur la violence de ces images et sur la mémoire de cette violence exprimée dans le blog « 93 200 Saussaie/Floréal/Courtille » à côté de celle représentée par la sculpture située dans la place vide (la « prairie ») qui a succédé aux logements détruits. Une violence qui confine à la rage. L'émotion exprimée par les habitants nous dit beaucoup sur ce qui a été détruit, « le cœur du quartier ». Et il faut réunir ici ce qui se présente séparé. La sculpture est à mettre en lien avec les textes et les images des pages du blog « Saussaie/Floréal/Courtille » analysées plus loin (voir *infra*, p. 155 sq.). Puis se pose la question de savoir qui est représenté par cette créature homme-machine qui déchire le livre de la mémoire dans sa gueule et écrase les habitations. Est-ce la puissance publique ?
- 28 La présence de cette sculpture symbolisant à la fois le livre, la mémoire, la violence et les démolitions des habitations au milieu d'une cité HLM m'a donc surpris, et, la première chose que j'ai observée en allant vers elle et en la regardant, c'est la diversité de significations qui traversent ces espaces. À approcher la sculpture et à la regarder d'en bas, on peut apprécier la couverture du livre et sa fonction : la mémoire. Il ne reste rien des habitations et du quartier réduit à un tas de décombres, si ce n'est la promesse d'une mémoire qui serait gravée dans les pages du livre. Ce livre existe. Nous apprendrons qu'une « brochure » a été imprimée par la mairie avec la synthèse des travaux faits pour recueillir l'expression des sentiments face à la démolition. Cette

mémoire, cette brochure, n'est pas dans la bibliothèque du quartier, et nous ne l'avons jamais vue. Quelles sont les mémoires de la ville ? Quelles sont celles contenues dans la bibliothèque ? Quelles mémoires la bibliothèque se doit-elle de garder ?

- 29 Cette violence peut être mesurée à l'aune des réflexions de Gaston Bachelard sur la maison, présentées dans *La poétique de l'espace*²¹. Lorsque la maison entre dans le souvenir, elle prend une dimension affective fondamentale, c'est ce que Bachelard appelle une « rêverie » ; elle entre dans un domaine qui ne peut être perçu qu'en donnant toute sa place à la « poétique ». C'est ainsi que les jeunes s'expriment poétiquement : « *Le bâtiment 4 était le cœur de la Saussaie et même du kartier... J'aurais vous en parlé pdt des heures de ces bâtiments on aura tout vecu la dedans le bien le mal et j'en garde ke des bons souvenirs... On c tapé vla lé délir ds la terass du bat 4 sa me done tro envi de pleurer... Putain de foto de merde !!!! elle fou la rage 7 foto !!!* »
- 30 Ce retour en arrière renvoie au refuge de la maison natale, toujours rêvée. Mais cette dimension n'est pas uniquement une affaire de souvenir, elle ne joue pas seulement au niveau symbolique. Olivier Schwartz a montré le rôle très important que joue la maison-refuge pour les classes populaires confrontées au chômage et à la précarité : « c'est sur cet espace de repli protecteur, totalement animé par les femmes, que certaines existences masculines, fracturées par le chômage, peuvent trouver la terre ferme, jusqu'à s'y enfoncer durablement »²². On comprend donc bien tout ce que les projets de rénovation urbaine déstabilisent de fondamental sans le dire et sans que cela puisse être dit dans l'espace des débats publics tels qu'ils sont organisés par les dynamiques de « participation » contraintes par la loi. Puis, une autre dimension de la maison rêvée se trouve encore fatalement fauchée par les pelleteuses et la démolition : celle de la maison de l'avenir, « celle qu'on aura un jour ». Enfin, ces textes et cette sculpture font émerger pour nous une autre dimension qui échappe, elle, totalement à l'examen de Bachelard : c'est la dimension collective, celle de l'inscription territoriale d'un groupe²³. Le projet politique de « rénovation » fait émerger le quartier comme lieu de vie commune, celle-là même qu'on va détruire. Et du coup, le collectif existe parce qu'il a une double communauté. Celle qui habitait « là », qui vient d'être détruite par la démolition, et celle visible dans la différence d'expérience entre les habitants et les autorités qui décident de détruire « nos » maisons. Pour y mettre quoi à la place ? « *Ils é zon détrui pr rien ison mi un vieu truc a la place.* » Les autorités ont décerné un prix aux architectes, certains habitants disent qu'« ils les ont détruites pour rien ». Le contraste sépare deux groupes sociaux.
- 31 Nous ne devons pas oublier que les quartiers des classes populaires sont, pour beaucoup, faits d'« équipements de consommation collective », selon la caractérisation proposée par Manuel Castells (ce qui est une dimension particulièrement forte en France suite à sa politique de logement social et à sa conception du service public, tels qu'ils ont été élaborés à la sortie de la Seconde Guerre mondiale)²⁴. Ces équipements de consommation collective opposent les habitants non pas aux propriétaires et au marché, mais aux autorités politiques et aux institutions. Ainsi « l'autre », c'est l'État. Lorsque la bibliothèque est construite dans le cadre d'un projet de rénovation, elle reste chargée de cette énergie de destruction, de réhabilitation et de relocalisation portée par l'État²⁵. C'est une énergie politique qui s'inscrit dans la dynamique générale de conflit entre les classes populaires et le monde politique. Une charge politique qui apparaît aussi dans une autre parole, récurrente celle-ci, car présente dans la quasi-totalité des entretiens et des points de vue recueillis : « *Gulliver n'a pas été bien*

accueillie », « *Maintenant ça va* », assurent la plupart des professionnels, affirmation difficile à croire si on prend en compte les conflits que nous observons. Et pour preuve, en décembre 2010, un nouveau climat de conflit s'installe pendant plusieurs semaines dans cette médiathèque, avec pour résultat des désordres à répétition, des insultes, des vitres cassées. Un type de conflit plutôt lié à l'autre volet du projet de transformation du quartier, celui des interventions sociales, qui sont elles aussi porteuses de conflits.

- 32 Ceux-ci se réfèrent à des enjeux d'autant plus importants que les segments des classes populaires auxquels les bibliothèques sont confrontées se définissent dans une large mesure à partir de leur inscription territoriale²⁶. Ce groupe est hétérogène, certes, mais il est socialement délimité par son lieu d'habitation, le quartier, la cité, la banlieue. Le territoire représente ici beaucoup plus que le lieu d'habitation, c'est l'espace de constitution du groupe social, de sa localisation relative dans l'espace social face aux autres groupes sociaux, et le territoire est également le point d'appui pour l'action collective (c'est là que s'organisent la vie associative et la protestation sous forme d'émeutes) et le point de contact avec les institutions qui viennent « intervenir » socialement sur ce territoire. L'espace du quartier fait certes partie de l'espace public, du territoire national, c'est l'espace de tous les citoyens, mais il est en même temps le territoire sur lequel se constitue un groupe social pour lequel l'enjeu est de pouvoir constituer une force collective et de ne pas être entièrement soumis à l'action individuelle. Pour ces segments qui sont éloignés de l'action syndicale et de l'action partisane, l'enjeu représenté par leur inscription territoriale est de taille.
- 33 Et nous pouvons voir la charge politique qui anime l'action de la bibliothèque dans le quartier encore sous un autre angle. En février 2008, un habitant nous explique : « *Ils mettent des bibliothèques pour nous endormir, pour qu'on reste dans son coin, tranquilles, à lire. Ce que les jeunes veulent, c'est du travail. La réponse, c'est : "Cultivez-vous et restez dans vos coins." On t'impose un truc !* »²⁷ Nous savons que le quotidien dans ces quartiers pauvres est fait de nombreuses difficultés qui demandent une énergie considérable afin d'assurer la survie. Et nous savons que la plupart des ressources dont ces personnes ont besoin sont sous le contrôle du monde politique et administrées par l'État. Il n'est pas étonnant alors que ces mots apparaissent : « *on t'impose un truc* », que ces sentiments émergent : c'est « *pour qu'on reste dans son coin* », que l'idée d'une intentionnalité autre puisse s'installer : « *ils mettent des bibliothèques pour nous endormir* ». Les idées de superflu, d'imposition et de passivité sont révélatrices d'une conscience de la domination. Seulement, du point de vue d'une culture de l'illustration tout comme du point de vue d'une culture de gauche, que quelqu'un puisse penser que les livres sont là pour « endormir » l'autre, comme un opium du peuple, est inacceptable. Cependant, on voit bien que, dans le cadre des classes populaires que nous observons, ce sentiment n'est pas injustifié et ce mode de pensée ne semble pas complètement irrationnel.
- 34 La charge politique que ces manifestations mettent en question est donc multiple. Elle résulte en premier lieu de l'investissement « sacré » du livre et de la culture « lettrée » ou, plus précisément, « livresque » (nous reviendrons sur ce point). C'est la charge principale, celle qui met les bibliothécaires du côté des instituteurs et des intellectuels. C'est ce qui rend irrecevable la phrase « *ils nous mettent des livres pour nous endormir* ». Mais cette ligne de partage, c'est celle-là même qui est activée par l'acte d'incendier la bibliothèque et qui divise le système politique en deux. D'un côté, ceux qui reçoivent le message, un bloc qui va du bibliothécaire et de l'instituteur au président de la

République en passant par la police. De l'autre côté, ceux qui envoient le caillou ou le cocktail Molotov.

- 35 Mais en plus de cette charge politique principale, la bibliothèque présente un visage politique local qu'il convient de considérer en parallèle. Dans deux travaux déjà classiques, Anne-Marie Bertrand a souligné la force avec laquelle les élus locaux se sont emparés, surtout avec les lois de décentralisation, des bibliothèques municipales et de quartier comme outils pour l'action politique locale, et notamment comme vecteur culturel de l'action sociale²⁸. En accord avec ce premier lien politique, municipalités et collectivités territoriales cherchent elles aussi à assurer le « droit de cité » pour les habitants de quartier. Lorsqu'on écoute les discours des inaugurations, cette dimension est toujours présente. Mais, dans la plupart des cas, les autorités locales voient dans les bibliothèques un outil d'intégration sociale. Et cette charge politique diffère considérablement de la première. « La bibliothèque comme outil de lien social »²⁹ apparaît en ce qu'elle représente une arrivée de la culture et même de la République dans les « quartiers de relégation ». C'est ce que les élus évoquent, le plus souvent, quand ils qualifient ces équipements de « hautement symboliques ». Mais dans leur dimension locale, les bibliothèques représentent aussi une forme de « vivre ensemble ». C'est-à-dire qu'elles sont vues comme des espaces publics à l'intérieur desquels peuvent se rencontrer toutes les sensibilités imaginées dans les territoires des quartiers. Cet aspect renvoie aux multiples divisions qui les traversent : idéologiques, de genre, générationnelles ; mais, comme nous avons pu le voir, cet espace des divisions renvoie aussi de manière privilégiée à ce qui est nommé « origines diverses », « cultures nationales », voire « diversité ethnique ». De ce point de vue, la culture prend une dimension notamment expressive dans laquelle « toutes les sensibilités » doivent pouvoir se retrouver et être reconnues. Cette reconnaissance confère un aspect directement politique à la bibliothèque, car c'est l'État qui rend possible la présence des identités dans le temple de la culture. Les efforts architecturaux pour faire de beaux équipements, ouverts, colorés, chargés de symboles, vont dans ce sens. Ainsi, on écrira le mot « bibliothèque » dans toutes les langues et tous les alphabets au frontispice d'un équipement récent.
- 36 Le projet d'intégration sociale est également présent par la mise à disposition des habitants d'outils personnels orientés vers la réussite scolaire, la recherche de travail ou le développement personnel. Enfin, la mise en réseau, de plus en plus fréquente, des équipements au sein d'un territoire est basée sur une hypothèse de « mobilité » du lecteur qui vise non seulement à désenclaver les quartiers, mais aussi à les rendre attrayants pour les habitants d'autres zones de la ville, comme une façon d'attirer le centre vers la périphérie³⁰.
- 37 Ouverte plus de vingt-cinq heures par semaine (dont sept le samedi, de 11 heures à 18 heures), la médiathèque Ulysse est un équipement « tout public », moderne et lumineux, de 800 m², totalement gratuit, avec un large accès aux nouvelles technologies. Il est situé entre les quartiers Bel Air et Franc-Moisin, à Saint-Denis, et c'est l'un des derniers bijoux intégré au réseau de lecture publique de Plaine Commune. L'inauguration a eu lieu le samedi 29 janvier 2011, tôt le matin. Étaient présents et ont pris la parole Claude Bartolone (président du conseil général de la Seine-Saint-Denis), Patrick Braouezec (président de Plaine Commune), Didier Paillard (maire de Saint-Denis) et un représentant du préfet. La charge politique était importante. D'autres autorités et militants étaient là, ainsi que des bibliothécaires de tout le réseau, des

journalistes, deux sociologues. Au total, peut-être une centaine de personnes. Mais il n'y avait quasiment pas d'habitants. En tout cas, ils étaient visiblement moins nombreux que les hommes politiques. Cette absence confortait l'impression selon laquelle l'inauguration ressemblait à une réunion de notables, de gens qui se connaissent, qui partagent un espace, qui se parlent et se répondent. Le climat était celui d'une « classe politique ». Je me suis dit alors que cet espace politique ressemblait peut-être à celui qui se dessine lors des élections, quand le taux d'abstention est si élevé.

38 La cérémonie s'est déroulée sans heurts, dans un climat agréable où les efforts de beaucoup se voyaient couronnés. Le matin était froid. Et le contraste raide, escarpé, entre le climat de la cérémonie et les tours du quartier de Franc-Moisin. Elles étaient là, juste en face, solides et distantes, silencieuses, immergées dans le gris presque blanc de l'hiver. Je suis arrivé en marchant depuis la porte de Paris, j'ai contourné le canal et je suis passé sous l'une des bretelles de l'autoroute A1³¹. Quelques mètres avant d'arriver, je me suis arrêté devant le bureau de poste où une trentaine de personnes faisaient la queue (des Noirs, des Africains, visiblement pauvres, des hommes pour la plupart) et un groupe de Lutte ouvrière tenait un stand. Je les questionne : « Pourquoi y a-t-il autant de monde à La Poste ? » « *Je ne sais pas, me dit un militant, je crois qu'ils payent le RSA aujourd'hui.* » Soudainement, je suis attiré par une musique que j'entends s'approcher. Au tournant de la rue, une fanfare arrive, des professionnels, tous vêtus de blanc et coiffés d'un chapeau melon noir, comme les personnages d'*Orange mécanique* de Stanley Kubrick, mais gais, sans violence. Ils viennent de parcourir le Franc-Moisin et avancent seuls, sans procession derrière eux ; accompagnés de deux jeunes femmes qui distribuent des tracts annonçant les activités pour l'inauguration de la bibliothèque. Dans ce froid d'hiver, un samedi matin, le climat n'est pas au carnaval. Ils font la pub de l'inauguration de la bibliothèque, mais personne ne les suit, comme si leur performance était ratée. Je les prends en photo, les filme un peu, puis je marche avec eux jusqu'à la médiathèque. Auparavant, j'avais pris des photographies d'autres endroits et objets qui me paraissaient significatifs, comme je le fais souvent. Sur la rue Danielle-Casanova (« 1909-1943, Résistante, morte en déportation », selon la plaque de rue), une cordonnerie et un petit supermarché avec l'inscription « Welcome to Supermarché de l'Est. Balkanique groceries » ; un coiffeur « spécialiste en coiffure mixte », avec beaucoup de photos ; un magasin « vente de produits exotiques et bazar » ; une immense affiche de propagande annonçant une « Nuit africaine » au Stade de France ; un restaurant kebab ; enfin, un panneau de signalisation indiquant le chemin pour le collège Federico García Lorca. Dans un espace d'affichage municipal, la mairie annonce « Bonne année Saint-Denis » sur fond rose, une jeune fille blonde couronnée jette le globe en l'air. Quelqu'un a écrit sur l'affiche : « Algérie en force ». Juste à côté, il y a deux autres affiches, bien plus petites. La première : « La rue râle. Appel de l'AG interprofessionnelle de Saint-Denis à la coordination des AGs interprofessionnelles. » Sur la seconde, le Nouveau parti anticapitaliste annonce : « Tunisie. La révolution ce n'est qu'un début. » Je me demande comment je ferai pour intégrer ce magma d'informations. Je me dis aussi surtout que les choses ne sont pas simples pour les militants politiques, ni pour les bibliothécaires, ni pour les « intervenants » sociaux, ni pour les habitants.

39 Nous devons continuer à explorer cette charge politique de la bibliothèque, tout comme il est nécessaire de prendre en considération le contenu politique de la violence sociale. Il est évident que les violences que nous observons doivent être considérées

comme autant de mises en conflit multiformes de ces diverses charges et énergies qui animent les bibliothèques. Qu'est-ce qui est mis en question ? Beaucoup de choses, parmi lesquelles beaucoup de soupçons. « Ces équipements ne sont pas pour nous mais pour vous. » Les citoyens se sentent dépossédés de leur pouvoir de décision. Après tout, qui décide des dépenses et des investissements ? Des collections et des activités ? Qui édicte les normes qui gouvernent l'espace de l'institution ? Plus profondément encore, à qui profitent les postes de travail créés avec la bibliothèque ? À des personnes extérieures au quartier. Cependant, les autorités parlent de la « bibliothèque du quartier », et disent vouloir qu'on s'approprie cet espace. Comment faire dans de telles conditions d'aliénation de la souveraineté ? Le phénomène de l'immigration rend la problématique plus aiguë, car ces quartiers sont souvent vus comme des quartiers d'étrangers, c'est-à-dire de non-citoyens.

- 40 Un après-midi de l'hiver 2008, Pauline Beunardeau, une étudiante de l'université Paris Diderot, et moi, avons rendez-vous avec Youssef, un habitant du quartier Saussaie-Floréal-Courtille. On se retrouve sur le trottoir.

« On va où ? », demande Youssef devant l'évidence que nous ne pouvons pas faire l'entretien en plein air par ce temps-là et que, probablement, il ne souhaite pas se voir ainsi interrogé sur la place publique du quartier.

« Je ne sais pas.

– Alors on va dans la bibliothèque. C'est chez moi ici, non ? »

- 41 Il tourne les talons et file droit vers l'entrée de la médiathèque Gulliver, cinquante mètres plus loin. Il ouvre les portes et y entre comme un ouragan. Nous le suivons. La bibliothécaire qui est à l'accueil affiche, un court instant, une expression atterrée. Elle sait que celui-là n'est pas un lecteur. Puis elle nous aperçoit derrière lui et change d'expression. Feint l'indifférence et plonge son regard dans l'écran de son ordinateur. Notre informateur entre dans la salle de lecture et s'assoit à une table. Le temps que nous enlevions manteaux et chapeaux et que nous nous installions, il est déjà parti dans les collections et en revient avec trois livres qu'il distribue, un pour chacun, comme des cartes. J'ai droit à un guide touristique qu'il ouvre à la page « Argentine » et qu'il me donne en disant : « *Il faut faire comme tout le monde ici.* » L'ambivalence de la situation est profondément significative. Youssef revendique ostensiblement sa souveraineté sur son quartier et sur une bibliothèque qui est un espace public. C'est sa bibliothèque parce qu'il est dans son quartier, et c'est sa bibliothèque parce qu'il s'agit d'un service public. Youssef est à la fois habitant et citoyen. Une fois dedans, il se sent étranger dans un univers dont il ne connaît ni les codes ni les normes. Alors il prend des livres et lance : « *il faut faire comme tout le monde ici* », car il pense qu'à la bibliothèque on vient pour lire, et peut-être pas tout à fait pour discuter et donner un entretien, attablé comme dans un café. Il ne peut procéder que par imitation, comme quelqu'un qui entre dans le temple d'une religion étrangère. Il ne maîtrise pas les normes qui organisent l'espace de la bibliothèque, élaborées ailleurs et imposées par une autre catégorie sociale, et se sent naturellement étranger dans son quartier.

Plusieurs quartiers dans chaque quartier

- 42 La bibliothèque, le livre, la parole écrite ne sont pas indifférents aux habitants des quartiers. Il y en a certes que la bibliothèque indiffère, mais il y en a beaucoup qui l'aiment, tout comme il y a des habitants qui vont jusqu'à les brûler. Ce constat simple, imposé par le thème de notre recherche, conduit rapidement à considérer avec

précaution les résultats des enquêtes qui donnent à penser que les jeunes seraient « indifférents à la culture légitime »³². Nous observons ici des conflits sociaux qui se déploient avec violence, et on ne peut y voir que la récurrence d'un thème classique de l'histoire des classes populaires dans leur rapport à « la culture » et aux institutions du savoir. Dans ce cadre, nous avons besoin d'une interprétation de ces violences qui permette de les inscrire dans un contexte de conflit.

- 43 Une jalousie à l'égard des bibliothécaires transpire du discours des autres professionnels et intervenants sociaux du quartier. « Ils [les bibliothécaires] prennent la bibliothèque pour un lieu de la haute culture. »³³ animateurs, médiateurs et travailleurs sociaux sentent une forte concurrence avec leur action. Depuis l'édification de la bibliothèque, ils ont été dépossédés d'un certain nombre d'actions culturelles qu'ils intégraient à leur travail, comme la lecture publique, et l'arrivée de professionnels du livre apparaît comme une présence intellectuelle qui « juge », par sa seule présence, le travail des autres. La venue de professionnels de la culture dans un quartier, comme nous avons pu l'observer avec l'ouverture de nouvelles médiathèques, appauvrit l'action des autres acteurs qui se sont trouvés dépossédés du capital savant. Comme s'il ne leur restait que du pur travail social à faire, c'est-à-dire des tâches moins valorisées. Une hiérarchie s'établit vite clairement entre les intervenants sociaux : à l'extrémité supérieure, la bibliothèque, au recoin le plus périphérique des représentations, l'antenne jeunesse. En haut, les bibliothécaires (et les enseignants), en bas, les « grands frères », dont la seule compétence reconnue est une compétence indigène (habiter le quartier, parler la langue des jeunes, connaître leur culture) et la mission qu'on leur attribue semble se réduire à pouvoir calmer leurs cadets³⁴.
- 44 Quand les bibliothécaires m'ont décrit cette antenne jeunesse, on me l'a présentée comme tenue par des « grands frères » qui n'avaient « aucun projet pédagogique », qui « organisent des sorties sans objectifs », qui « sont là à dépenser leur journée à écouter de la musique sur de vieux canapés défoncés ». Ainsi, bibliothèque et antenne jeunesse se positionnent mutuellement sur deux pôles : dans l'un, on parle « un langage correct pour ne pas céder à la démagogie », dans l'autre on parle « comme les jeunes du quartier ».
- 45 La frontière tracée par la maîtrise de la culture écrite divise aussi les intervenants sociaux en classes. Et les bibliothécaires sont placés dans la portion supérieure d'une division qui s'opère au prix d'une violence symbolique considérable, car elle ne peut se dire que de façon atténuée, comme par litote. Ainsi, on reproche aux bibliothécaires de ne pas avoir voulu embaucher « des jeunes du quartier, ce qui aurait facilité les choses ». « Désolé, répond-on de l'autre côté, mais bibliothécaire, c'est un métier. » Accusation et réponse curieuses, car des « habitants de quartier » font bel et bien partie de l'équipe des médiathèques. À Gulliver, l'une des bibliothécaires habitait le quartier depuis trois générations où vivaient également ses parents et l'une de ses sœurs ; et deux autres membres de l'équipe viennent aussi des « quartiers », d'autres cités de la banlieue parisienne. Enfin, deux bibliothécaires de « la centrale » de Saint-Denis habitent à Saussaie-Floral-Courtille³⁵.
- 46 À ce clivage s'en ajoutent d'autres comme ceux qui traversent le groupe des bibliothécaires et qu'on abordera au chapitre 4, « Les bibliothécaires face à leur quartier » (voir *infra*, p. 191 sq.). Le cadre conflictuel des bibliothèques est donc extrêmement complexe. À propos de la place prise par la bibliothèque au sein de chaque quartier, la situation peut être représentée à travers un double clivage. Les habitants se classent à partir de la perception que les uns et les autres ont du quartier

et de son extérieur. Pour les uns, l'extérieur du quartier est perçu comme une menace, un danger ou un risque, comme l'image de la ville lointaine, chère ou difficile, du marché du travail bouché, exclusif ou incertain, d'une police raciste, d'une « culture » distante, d'une discrimination sociale et raciale qui commence à l'école. Pour les autres, le monde extérieur au quartier constitue une forme de salut, d'assurance, où culture, emploi, formation, ville et institutions sont perçus positivement. Pour les premiers, les hommes politiques ne sont que des « politiciens », au mieux, des « gouvernants », sans trop se soucier de la différence entre partis ou entre la droite et la gauche. Pour les deuxièmes, les hommes politiques sont tout de même les « élus », c'est-à-dire des « autorités ». Le quartier est ainsi traversé par deux oppositions fondamentales. La première opposition est renforcée par la distance existant entre ceux qui *habitent* le quartier et ceux *qui vivent* du quartier, c'est-à-dire les « intervenants », tous les professionnels des 21 institutions qui, à la grande exception des quelques bibliothécaires cités, n'habitent pas le quartier et sont payés pour agir dans/sur un quartier qui n'est pas le leur. Mais vivent du quartier également les habitants qui investissent dans le contrôle de l'espace public ou des trafics divers, ceux qui sont dans le « *business* ». Ces trois groupes (habitants gagnant leur vie ailleurs, intervenants extérieurs et habitants investissant le quartier) se disputent le contrôle des institutions, de l'espace public et du territoire. Ce sont trois types d'intérêt qui se projettent différemment sur l'espace du quartier et ses institutions.

- 47 Une deuxième opposition fondamentale intervient ensuite, qui concerne seulement les habitants du quartier, cette fois-ci. D'un côté de l'espace du quartier, il y a ceux pour qui « *s'en sortir* », c'est quitter le quartier. Ce sont, par exemple, les parents qui vivent la cité comme un risque pour leurs enfants, ou ceux pour qui l'adresse « Saussaie-Floral-Courtille » constitue un stigmat. De l'autre côté, nous trouvons ceux qui font leur vie dans le quartier et qui l'aiment, ceux pour qui par exemple « SFC » représente « *la plus grande cité du 93* », ceux qui savent qu'aucune destinée ne les attend ailleurs et qu'ils doivent y faire leur vie. Souvent, comme nous l'avons vu dans le discours des bibliothécaires, ces deux positions (la certitude de vouloir partir et la revendication de « la banlieue ») sont simultanément présentes chez les mêmes personnes, comme une tension ou une incohérence. Il y a, par exemple, ceux qui réagissent face aux caricatures stigmatisantes faites sur les « quartiers » et qui aimeraient « *voir progresser le quartier et qu'on reconnaisse nos talents* », mais qui, en même temps, cherchent à s'en aller, tant ils sont persuadés que la situation s'aggrave de plus en plus. C'est le cas notamment de ceux qui peuvent le faire, ceux pour qui « *ça ne va pas si mal que ça* », et qui, ayant des enfants en âge scolaire, ont peur pour leur avenir, craignent de les voir condamnés à vivre dans un « ghetto ».
- 48 Si nous voulons comprendre ce qui est attaqué lorsqu'un cocktail Molotov ou un caillou est lancé contre une bibliothèque, il n'est pas inutile de se demander comment celle-ci agit dans cet univers conflictuel, au milieu de tels clivages. Dans quel sens la politique de la bibliothèque agit-elle dans le quartier ? En faveur de qui et de quoi ? À l'encontre de qui et de quoi ? En faveur de ceux qui veulent s'en sortir ou de ceux qui veulent y rester ? Est-elle perçue comme une partie intégrante du quartier ou au contraire comme une intervention venant de l'extérieur ? Et les bibliothécaires ? Doivent-ils entrer et sortir du quartier avec précaution ou sont-ils maîtres chez eux ? La bibliothèque parvient-elle à dissocier le lien entre sens figuré et sens physique du mot « sortir », comme dans « *s'en sortir* » ? Ou, au contraire, son action cherche-t-elle à offrir à certains (ceux qui le voudront et le pourront) « *une chance de partir* », ce qui renforce

du même coup l'association « *sortir* [du quartier] = *s'en sortir* [dans la vie] » ? Et quels sont les rapports entre les bibliothécaires et les autres personnalités qui représentent des collectifs : curés, pasteurs, imams, hommes politiques, membres d'associations, de groupes de musique ou de sport ?³⁶

- 49 La place que le livre et la parole écrite occupent dans notre régime politique et social forme d'importants enjeux au milieu desquels agit la bibliothèque. Nous observons comment se jouent, à l'intérieur de l'espace du quartier, des conflits opposant les différents secteurs qui composent les classes populaires. L'école et sa maîtrise de l'écrit à laquelle la bibliothèque s'allie se présentent certes pour beaucoup comme une voie d'intégration sociale, de réussite personnelle et d'approfondissement du rapport à soi, ou encore comme une voie d'accès à la « cité » – celle des citoyens, cette fois³⁷. Mais une partie de la population des quartiers voit dans ces mêmes institutions un système d'exclusion et de différenciation sociale. Ce sont elles qui définissent les règles d'un jeu dans lequel beaucoup ont perdu, d'autres se retrouvent perdants, perdus ou avec peu de chances de « se retrouver ». Consécration de la parole écrite, le livre matérialise une frontière sociale de nature symbolique. Peut-on être personnellement indifférent au livre et en même temps le savoir objet précieux pour ses ennemis sociaux, pour ceux qui nous doublent ou nous enfoncent ? Peut-on être indifférent au livre et en même temps le savoir au centre des dynamiques politique et éducative qui déterminent les chances de participation politique et les possibilités de progrès et d'intégration sociale ?
- 50 Sur la base de ces oppositions, on observe une mutation des cultures populaires dans laquelle se réédite partiellement un clivage ancien. Une culture de type hip-hop, liée au rap, à un style vestimentaire, identifie une partie de la jeunesse et des jeunes adultes. Cette culture n'est évidemment pas étrangère à l'écrit (comme nous allons le voir). Mais elle produit une écriture qui répond aux exigences de la langue parlée et des moyens de communication maîtrisés par le groupe (blog, téléphone portable, courriel, chanson – le rap entre sans doute dans le genre de la « chanson à texte » et du « populaire-savant »). Elle obéit aussi à d'autres normes esthétiques et véhicule à la fois une forme de contestation et un mode d'identification entre pairs. Dans le même mouvement social qui lui sert de support, cette culture populaire se trouve souvent en opposition avec les exigences de la langue écrite officielle, institutionnelle, des livres et de l'école. Cette dernière répond à d'autres exigences, celles d'un autre groupe, et apparaît comme une langue imposée à beaucoup d'habitants des quartiers.
- 51 Le segment de la culture populaire émergeant à l'extérieur des institutions est aussi une culture de rue. Mais qui a également rompu avec la tradition d'une culture populaire liée au livre telle qu'elle avait été laborieusement façonnée par les traditions catholiques et de gauche. Les militants catholiques, communistes et socialistes, syndicalistes et curés, enseignants, artistes et intellectuels, se sont autrefois adressés aux classes populaires de manière à leur proposer un « marché » où pouvoir parler de ce qu'on avait lu représentait un atout important³⁸. En effet, il faut se rappeler que si l'opposition savant/populaire a pu un temps être surmontée, c'est grâce à un travail politique important, et que ce travail politique a agi à la fois sur le registre de création d'un public, ou d'un marché, et sur le registre de la production. C'est ainsi que l'on comprend des productions de type « populaire-savant », tel que je propose de l'étudier à travers des chansons d'auteurs comme Georges Brassens ou, plus près de nous, Grand

Corps Malade, Casey ou Abdel Malik (voir chapitre III, « Littérature et révolte populaire », p. 147 sq.).

- 52 La situation que nous trouvons aujourd'hui dans les « cités », en revanche, renvoie plutôt à une forme de réactualisation de la vieille opposition entre le savant et le populaire. C'est dans ce cadre que prend sens la dynamique de professionnalisation du rôle de bibliothécaire que nous observons à Plaine Commune et, plus généralement, dans le mouvement qui a conduit les « bibliothèques populaires », ainsi qu'on les nommait autrefois, à devenir des « médiathèques municipales » et même « annexes » dans le jargon des bibliothécaires. Ce ne sont plus des militants et des bénévoles qui définissent comme jadis les missions de la « lecture publique ». La professionnalisation change la politique de la bibliothèque, qui cherche du côté de l'école et des instituteurs les alliances qu'elle trouvait avant avec les partis politiques et les militants. L'action de la bibliothèque s'institutionnalise et cherche à définir son programme non plus par la production d'une culture populaire, mais sous la forme du « travail sur autrui », selon la formule rendue célèbre par François Dubet³⁹. L'action de la bibliothèque devient en réalité ce qu'il convient d'appeler une politique de l'individu en ce sens qu'elle ne vise plus le social ou le politique, mais les personnes individuellement considérées.
- 53 Aujourd'hui, on a l'impression qu'aux yeux d'une partie de la population des quartiers, l'espace du livre, de la bibliothèque et celui de la rue s'opposent point par point, et ceci des deux côtés de la frontière. Ainsi s'exprime une bibliothécaire de 50 ans qui habite une cité HLM à Saint-Denis, lit « *depuis que j'en ai conscience* » et « *aime bien tripoter les livres* » : « *Des enfants qui jouent dehors, qui jouent à la PlayStation à des jeux extrêmement violents, des enfants qui chantent du rap à tue-tête et par cœur à 9 ans, non ! Ma fille a 9 ans, je trouve que ça ne correspond pas au monde des enfants. Je vois pas ma fille écouter Diam's, il y a certains passages qui sont revendicatifs, quand même ! Et sur la PlayStation jouer à tuer des flics à max ! Toutes les copines jouent à ça ici et chez moi c'est "niet" ! Il y a deux manières de faire et ça crée des problèmes à l'école. Elle a peu de copines, il y a du racisme, mes filles se sont toutes les deux fait insulter de "sales blanches". [...] On les prépare aussi au monde du travail, il faut qu'elle soit polie, qu'elle ait du respect envers les autres, le temps de parole des autres. [...] Je ne peux pas laisser grandir mes enfants dans ce quartier, c'est impossible. [...] Mes enfants lisent tous les trois, sans que je les force. Ils me regardent lire tous les soirs. Je ne regarde pas la télé, je vais me coucher, je lis. Je leur achète beaucoup de livres. Par contre, leurs copines ne lisent pas. »*
- 54 Il y a en effet un lien très étroit entre la valeur de la parole écrite et un certain nombre d'exigences corporelles, une maîtrise de soi comme une maîtrise du corps. Le livre et la rue nécessitent chacun une dextérité spécifique, le plus souvent incompatibles. Aller vers l'une veut dire abandonner l'autre, car il s'agit de deux groupes sociaux distincts et fréquemment en conflit. Dans une étude récente sur les « lecteurs précaires », Véronique Le Goaziou montre comment l'exigence de solitude, de quiétude, de silence et de concentration que le livre impose figure parmi les principaux éléments de retrait, voire d'opposition à la lecture, et j'ajouterais, au livre et à l'école⁴⁰. Nasser Tafferant montre pour sa part comment certains « intellos » du quartier arrivent à se maintenir un temps intégrés aux bandes et au « business », mais ils arrivent à le faire seulement au prix de fortes tensions, et parce qu'ils maîtrisent les deux langues (celle de l'université et celle du quartier) et à changer de registre selon où et avec qui on parle⁴¹. Et nous avons pu observer comment, au sein des familles, les individus investissent beaucoup d'énergie dans l'éducation des enfants pour leur apprendre les modes de comportement qui vont leur permettre de se situer d'un côté ou de l'autre des

frontières sociales. Car les frontières sociales sont ces lignes qui permettent aux groupes sociaux de définir les conditions imposées aux individus pour en être membres, ce sont ces comportements exigés pour en faire partie⁴². Alors, il est difficile de se maintenir des deux côtés à la fois. Cette cohabitation toujours tendue exige une dépense d'énergie qui dépasse les forces du seul individu. Cela ne peut se faire que grâce à un travail politique qui homogénéise symboliquement les différences, comme lorsqu'on dit, par exemple, « le peuple » ou « nous sommes tous des travailleurs ».

- 55 Dans la conjoncture actuelle, les clivages au sein desquels agit la bibliothèque tendent donc à se reproduire. Non seulement parce qu'une partie de la population n'est plus en contact avec un marché social où elle pourrait valoriser ses lectures, mais parce que les camps en conflit sentent menaçantes les conduites du camp adverse et, en conséquence, les combattent avec ténacité. Les exclus de l'école et de l'emploi se sentent menacés par ceux qui assoient leur pouvoir sur la maîtrise de l'écrit. Auteurs, lecteurs, bons élèves et leurs parents, se sentent menacés par ceux qui font du bruit et s'agitent lorsqu'ils écoutent de la musique, dansent ou marchent dans la rue dans une cadence qui leur permet d'être reconnus dans l'espace public comme membres d'un groupe et pas de l'autre. Il est alors évident que les attaques des bibliothèques agissent sur cette hétérogénéité des quartiers, qui ne peut pas être réduite, comme on le voit ici, à une hétérogénéité de positions. Car si les différences majeures découlent des contraintes imposées au groupe de l'extérieur (par le marché du travail, l'institution scolaire ou la configuration urbaine), elles résultent également de ce que les gens font, notamment lorsqu'ils agissent collectivement.

La couleur de la violence

« Je travaillais dans une bibliothèque à proximité de l'hôpital Lafontaine qui était un peu en sous-sol et on avait tous les drogués qui venaient chez nous. C'était horrible. Dès qu'il y avait du flic qui circulait... Donc on était habitués à la violence. D'autant qu'à Saint-Denis c'était pire qu'ici ! [au quartier du Clos Saint-Lazare, à Stains] Je savais que Saint-Denis était la ville la plus criminogène déjà [en 1993]. À Saint-Denis il y avait des choses que je trouvais très violentes, par exemple les abris de bus en verre. Ça fait dix ans que les abris de bus sont régulièrement cassés et mon abri de bus était toujours cassé. Et les voitures étaient recouvertes de peinture. Ça c'est une image de violence très forte pour moi. J'arrivais au boulot et il y avait une voiture recouverte de peinture rouge. Une personne avait versé dix litres de peinture rouge sur la voiture ! Toujours ce verre et de la peinture partout. Ça je l'ai vraiment pas [oublié] [...]. Un soir je suis restée et j'ai eu vraiment très très peur. Je ne ferai plus jamais ça. Il y a une autre vie le soir. Il faisait très beau, c'était l'été. L'atmosphère était survoltée, il y avait du rodéo partout. J'avais peur de me faire renverser par une moto. Il y avait des voitures flambées. C'était la folie, il y avait du bruit partout. J'ai traversé le Clos morte de peur et j'ai senti que le Clos protégeait ses enfants. Mais pas dans le bon sens. » Sonia, bibliothécaire à Saint-Denis, puis à Stains, catégorie B, 55 ans.

Sens, significations et mémoires

Saint-Denis

- 56 La plupart du temps, je me rends dans les quartiers de la banlieue et leurs bibliothèques depuis Paris. Je fais toujours le trajet par les transports publics, métro, RER, bus, marche à pied, car la voiture ne laisse pas voir et ne permet pas de partager. Aussi je ne la prends jamais pour « faire du terrain », comme nous disons dans le jargon des

sociologues pour nos enquêtes. Les transports sont « en commun », et pour cela des espaces d'expérience commune et d'interaction. Pour le premier terrain de cette recherche, celui de La Saussaie-Floréal-Courtille et la médiathèque Gulliver, je prenais le métro jusqu'à la station Saint-Denis-Basilique, puis le bus 153 qui mène au quartier. À la descente du métro, dans le centre-ville de Saint-Denis, il y a un marché qui se tient deux fois par semaine en plein air, sur la place, à côté de la mairie. C'est un marché de commerçants modestes qui vendent à des clients pauvres. Des chaussures à 3 euros la paire, des vêtements pour enfants à 5 euros (pyjamas et joggings), un short pour homme à 8 euros, un ensemble en lin pour femme signé Sergio Tacchini à 20 euros (prix de 2009). Piles, cassettes et DVD, outils, câbles, rallonges et multiprises : il y a de tout à vendre, mais pas des livres. Il y a beaucoup de tissus qui sont souvent de style arabe ou africain. Tout est bon marché. J'y fais un tour en sortant du métro, je bois un express au café de l'hôtel Jaurès et je monte dans le 153. Au zinc du café de l'hôtel, les commerçants boivent et fument. Je peux entendre leurs conversations. De l'autre côté de la place, en face de la mairie, on trouve la basilique, la Légion d'honneur qui fut jadis abbaye, et la « centrale de Saint-Denis » : la célèbre bibliothèque, centre mythique pour les bibliothécaires avec qui je parle, avec ses riches collections et ses incunables. À l'occasion d'une de mes premières explorations, pendant l'hiver 2007, mon attention fut attirée par deux choses apparemment disjointes. Poussé par mes questionnements, je suis allé vers mon enquête à la sortie d'un cours que je donnais à Sciences Po, boulevard Saint-Germain. À côté de la porte d'entrée de l'institut se trouve un magasin de chaussures. Seuls trois modèles pour homme étaient exposés, dont je regarde attentivement le montant qui oscille entre 970 et 1 250 euros. En 40 minutes, le métro m'amènera d'un bout à l'autre de la réalité sociale parisienne. Les prix ont cet avantage de mettre en chiffres ce que la culture met en mots, en images et réduit en silences. Au quartier de Gulliver, les familles vivent en moyenne avec 900 euros par mois, moitié moins qu'à Paris, alors que la part de familles de plus de 6 personnes est de 12 % (4 % à Paris) et que le chômage touche 16 % des habitants contre 9,5 % à Paris. L'Insee considérait en 2006 que plus de 25 % des habitants de Saint-Denis vivaient dans un foyer « à bas revenus ».

- 57 Il faut tenir compte de ces thèmes de la proximité et de la distance, si chers à la sociologie, ces écarts de prix et de revenus, ces significations condensées dans la ville et visibles dans les distributions des objets, des monuments, des prix, des noms qui servent à normer l'espace. La présence des bibliothèques dans les quartiers où les gens sortent si tôt de l'école est liée à ces dimensions de la vie sociale. Dans le territoire des huit villes qui composent l'agglomération de Plaine Commune avec ces 334 000 habitants, 38 % des personnes âgées de plus de 15 ans qui ont interrompu leurs études n'ont aucun diplôme. Ces noms et ces chiffres que je relève et note dans mon carnet sont à étudier avec le plus grand soin si on veut comprendre ces bibliothèques brûlées, les pierres qui en traversent les vitres pour tomber dans un bac à disques ou entre les rayons de livres. Ces riches bibliothèques sont implantées dans les quartiers les plus pauvres de la ville, tout à l'honneur des mairies qui les financent, là où sûrement la majorité de la population ne lit pas de livres⁴³.
- 58 C'est la première fois que je mène une enquête à Saint-Denis, une banlieue si singulière, et, à certains égards, pas du tout représentative, si toutefois un élément pouvait y servir d'échantillon. Tout d'abord, j'ai été enchanté par son histoire. Par la densité d'histoires contenues là, présentes sur le parcours même du bus. Le 153 passe à côté de

la basilique de Saint-Denis et ses tombeaux de rois profanés, il contourne la mairie communiste, puis circule entre celle-ci et le marché. Il s'arrête ensuite non loin de la mythique université Paris 8 (ex-Vincennes) et file devant le siège du journal *L'Humanité*. Enfin, avant l'arrivée à Saussaie-Floréal-Courtille, le bus traverse l'avenue Lénine, continue ensuite sa route entre la cité Saint-Rémy et le quartier pavillonnaire Romain-Rolland et longe le parc de La Courneuve – qui est pour moi le parc de la Fête de l'Huma. Maintes fois, j'ai fait le trajet à pied (25 minutes depuis le centre-ville). J'observe ainsi d'autres choses. Le panneau de l'avenue Lénine indique « *homme politique ruse* », je souris. J'entre dans le Franprix et regarde les produits en vente, de moindre qualité et à des prix bien inférieurs à ceux du Franprix de mon quartier, dans le treizième arrondissement de Paris. Je m'arrête plus d'une fois pour contempler le bâtiment de Niemeyer, alors siège de *L'Humanité*. J'en admire l'architecture moderne, vitrée et aux formes courbées, d'un style similaire à celui de la place du Colonel-Fabien à Paris, j'entre dans le hall et lis les pages du projet du journal, manuscrit de Jean Jaurès. L'admiration s'ajoute à l'émotion. Une machine d'imprimerie manuelle est dans le hall à côté du manuscrit. Elle fait penser aux hommes qui font le journal. La politique semble vivre entre le travail manuel et le travail intellectuel. Quand je suis accompagné d'étudiants, je m'y arrête avec eux. *L'Humanité* met en vente son siège pour cause d'endettement en 2007. En janvier 2010, il parvient à se faire racheter par l'État⁴⁴. Je suis attristé, une densité politique se défait comme si, dans la défaite, Jaurès s'éloignait de Niemeyer, la presse se distanciant du Parti communiste, comme si l'humanité partait ailleurs. Comme si les intellectuels battaient en retraite, chassés par les lois de l'économie. Signe du temps. Le capitalisme reprend du terrain. Je pense à l'Argentine néolibérale sous Menem, dans les années 1990. Dans le bus, je me remémore l'entretien que j'ai eu à la « centrale » au début de l'enquête avec la directrice des bibliothèques où, entre mille autres choses, j'ai appris que la bibliothèque municipale détient un fonds historique important nourri notamment de collections sur l'histoire de la classe ouvrière, de legs de dirigeants du Parti communiste français et des incunables de l'abbaye de Saint-Denis confisqués pendant la Révolution et la sécularisation napoléonienne. Parfois, je pense à mon directeur de thèse, Robert Castel, fondateur de « Vincennes » et j'essaie d'imaginer cette époque où sa génération a voulu décentrer l'université de la Sorbonne vers cette périphérie alors ouvrière.

- 59 Quelle charge symbolique immense contiennent ces quelques kilomètres carrés pour un intellectuel comme moi ! Je suis euphorique. Puis, je me demande : en quoi la mobilisation de ces symboles condensés pourra m'aider à comprendre ce qui se passe aujourd'hui au sein des classes populaires ? Je n'oublie pas que ces lieux de mémoire ont été amplement travaillés par l'histoire des historiens que j'ai lus, et qu'il me sera difficile d'échapper à leur point de vue. Or, je ne peux pas m'en souvenir par moi-même, car je n'y ai justement pas vécu cette histoire, ni mes aïeux. Est-ce que, en fin de compte, ce ne sont pour moi que des souvenirs appris à l'école ou à l'université ? Ce serait exagéré, dans mon cas, de m'exprimer ainsi. Certains de ces faits de l'histoire française sont rentrés dans ma vie par le biais de la socialisation politique, comme moments de l'histoire de la gauche, au sein de ma famille d'abord et avec mes amis de la génération « dictature », en Argentine et en Uruguay. Mais il est vrai que ces conversations ont été ensuite complètement reformatées, réformées par les livres que j'ai lus, puis par les textes que j'ai écrits où j'ai dû mobiliser mes propres lectures. Il est vrai que ces lieux de mémoire me font surtout revivre les pages que j'ai lues. C'est sûr, cette mémoire-là, je ne pourrai que la lire. J'aurai un rapport à ce passé toujours

médiatisé par la lecture. Et je ne peux pas oublier que, dans l'écrit, je trouve ces mémoires-sens institutionnalisés, politisés par l'écriture.

- 60 Je partage quelque chose avec ces personnes dont j'essaie de comprendre les actions, les incendiaires. Mais je ne me cache pas non plus les distances qui nous séparent. Quelque chose de l'ordre du « *feeling* », au sens que Raymond Williams a donné à ce mot, nous sépare et nous réunit à la fois, sans quoi je n'y serais pas allé. Je vis dans cet univers culturel, celui des monuments de Saint-Denis, bien à distance des quartiers de la même ville. Et j'ai fait de la maîtrise de ce condensé symbolique un « capital ». Mais il est vrai aussi qu'au cours de mon enfance, dans une ambiance de militants de gauche poursuivis par des dictatures fascistes, les références à la « résistance », la « révolution » et l'anticléricalisme étaient bien présentes. La Marseillaise était un chant révolutionnaire et continue à l'être pour les gauches latino-américaines. Ce n'est pas le cas pour les habitants de ces quartiers issus de la colonisation et qui iront parfois la siffler au Stade de France. Alors, je suis moins sûr et moins catégorique. Quelle part de partage et quelle part de distance y a-t-il entre les habitants et moi ? Et pour les bibliothécaires ? Ils vivent dans un univers où ces mots et ces monuments font certainement sens. Mais comme je l'apprendrai plus tard, de fortes différences sont observées entre eux, entre les bibliothécaires qui ont un passé militant et les autres, plus jeunes, qui prennent leurs fonctions avec un diplôme en poche, mais des salles de cours comme seule et unique expérience sociale.
- 61 Ensuite, j'ai été étonné par les passagers qui m'accompagnaient dans le bus 153. La plupart du temps, j'y étais le seul individu de peau « blanche », à l'exception, parfois, du conducteur ou des quelques étudiants qui venaient avec moi. En ces débuts d'après-midi et au retour du marché, ce sont majoritairement des femmes, mères de famille probablement, beaucoup avec leur caddie ou leur poussette chargée « à bloc », bébé plus courses. Le peu d'hommes sont des jeunes, pour la plupart, parfois des personnes âgées, rarement des adultes. C'est un public assez homogène après tout, au moins à le regarder du point de vue de la « race » et de la classe. Un ami s'était une fois joint à moi, un anthropologue argentin à qui j'ai demandé de l'aide⁴⁵. Nous étions dans ce même bus 153 et il a été immédiatement impressionné : « *Tu ne peux pas ne pas prendre en considération le thème de l'immigration. C'est incroyable, il n'y a même pas un seul Français* ». Je crois qu'il ruminait sa phrase depuis la gare du Nord où nous avons pris cette fois le RER B jusqu'au Stade de France. Comme tout le monde, nous sommes descendus à l'un des arrêts du quartier et nous marchions en silence dans les rues désertes de l'hiver. Je pensais que son observation était juste, mais je connaissais aussi l'étendue complexe des faits. D'abord parce que, parmi ces Noirs et ces Arabes, il y en a sûrement beaucoup qui sont des citoyens français⁴⁶, ce qui ne veut pas dire qu'ils se sentent ni qu'ils soient toujours traités comme des Français, et aussi parce qu'une bonne partie des habitants du quartier sont des Blancs. Seulement, ces derniers sont plus difficilement repérables, « moins visibles » dit-on. Les styles vestimentaires des classes populaires des banlieues ont tellement été identifiés aux « minorités ethniques » qu'un jeune habillé en « *street style* » est tout de suite vu sous une optique raciale. Puis, pris comme échantillon, un bus représente uniquement les personnes qui prennent ce moyen de transport à une heure donnée de la journée, et pas nécessairement l'ensemble des habitants du quartier dont beaucoup ont une voiture. Après tout, nous venons toujours dans les quartiers avec des images que nous voulons confirmer. Le bus en est un condensé. Et pourtant, mon ami anthropologue avait raison, la force de la question raciale est majeure, car elle façonne les représentations

immédiates des rapports entre les classes, à la citoyenneté et de l'identité des quartiers. Et les bibliothèques, tout comme les transports en commun, s'inscrivent aussi dans cette question raciale⁴⁷.

- 62 J'essaie alors de trouver un lien entre ce qui m'étonne : les mémoires que ces lieux représentent pour moi et les habitants qui rentrent dans leur quartier en bus, depuis le marché. Je reprends ma question. Qu'y a-t-il de commun entre leur expérience et la mienne ? Dans quelle mesure ces symboles qui m'enchantent renvoient-ils à des mémoires qui sont les leurs ? Ma sociabilité de lecteur universitaire m'y lie d'une façon singulière, qui se distingue fortement de celle des passagers du bus et certainement de beaucoup d'habitants du quartier. Il y a là un partage qui peut aider à comprendre la situation des bibliothèques et des bibliothécaires dans les quartiers. De qui les bibliothécaires sont-ils socialement plus proches ? De moi, sociologue, habitant et travaillant à Paris, ou des habitants qui devraient venir lire dans leurs locaux et le font pourtant si peu fréquemment ? La fragmentation n'est pas seulement entre classes moyennes et classes populaires. Il y a aussi un éclatement dans les productions de sens à l'intérieur même des classes populaires : certains parmi ses membres peuvent activer ces mémoires que j'évoque. Mais d'autres n'y parviennent pas, auxquels ces mémoires font même violence. Qui sont-ils ? Peut-être ceux qui sortent sans diplôme du système scolaire (38 % de la population de l'agglomération de Plaine Commune) ou encore ceux marqués par l'empire colonial et les guerres de libération nationale. Ils se comptent peut-être parmi ceux qui se trouvent en dehors de l'espace politique de la gauche. Ceux qui voient ces militants devenus des fonctionnaires très diplômés comme des « classes moyennes », comme des « Français », des « privilégiés » ou les trois à la fois. Ou encore ceux qui se sentent trahis par « les politiques » et qui voient la politique comme une activité corrompue, clientéliste, de menteurs. Ils se trouvent peut-être aussi parmi ceux qui, venus d'ailleurs, se sentent trompés par la promesse républicaine de l'égalité, cette « République hypocrite » dont parle le chanteur Kery James dans sa *Lettre à la République* – sur laquelle nous reviendrons au chapitre III. Ceux sur qui la police décharge du mépris comme qui tire au *Flash Ball* sur les « jeunes de banlieue ».
- 63 Une fois, j'ai trouvé à proximité de la bibliothèque Gulliver un imprimé distribué par la mairie faisant la publicité d'une exposition intitulée « Saint-Denis populaire, 1936-2006 ». Ce dépliant était construit autour de textes et d'images de l'époque du Front populaire. Aucune d'entre elles ne parlait du présent. Ses concepteurs pensaient sûrement que ces souvenirs parlaient grandement aux classes populaires d'aujourd'hui⁴⁸. En entrant dans la bibliothèque de quartier, je me suis rendu compte que ce dépliant était sorti de ses locaux, que la bibliothèque avait véhiculé le message, et j'ai compris qu'il y avait un lien étroit entre ces questions de mémoires et ces couches de population superposées dans un même espace, que les livres de la bibliothèque participent, qu'on le veuille ou non, à ces conflits. Quelles mémoires véhiculent les livres ? C'est une question importante, dans un pays comme la France, qui doit avoir l'une des densités historiographiques les plus importantes du monde. Qui les écrit, les publie, les pose là, sur les rayons d'une bibliothèque de quartier ? Et dans quel but ? Qui les lit ?
- 64 Ce lien entre histoire et symboles politiques présents dans la ville m'a permis de me remémorer mes premiers pas de sociologue à Ciudad Evita, dans la périphérie de Buenos Aires des années 1980. Là-bas, j'ai assisté (et ma famille en a été victime) aux violents conflits entre la droite et la gauche péronistes (représentées respectivement

par le Comando de organización – extrême droite – et par les Jeunesses péronistes – gauche proche de la guérilla). Chacun de ces mouvements cherchait à identifier l’image de Perón à l’une de ses épouses, Evita, revendiquée par la gauche, et Isabel, par la droite. Les uns et les autres écrivaient « Evita » et « Isabel » en gigantesques lettres bleu ciel, effaçant systématiquement le graffiti fait la veille par le courant opposé. Ainsi, Isabel chassait Evita et Evita venait chasser Isabel. Et, à plusieurs reprises, le Comando de organización a mis des bombes pour faire exploser les bustes dédiés à Evita. Plus tard, à partir de 1976, les militaires se sont employés à rebaptiser la ville par le nom de généraux, Ciudad General Belgrano, d’abord, Ciudad General Güemes ensuite. Le retour à la démocratie en 1983 a permis de rétablir le nom premier : Ciudad Evita. Je me dis alors que ces présences symboliques ne peuvent exister en soi. Et qu’on peut reprendre l’observation de Roland Barthes à propos des images pour l’appliquer aux noms des villes : l’image, disait-il, ne dit rien si on ne parle pas à son propos, l’image ne parle pas d’elle-même. Ces noms de villes et des monuments tels « Jaurès », « Lénine », « L’Humanité » ou « Evita », ne peuvent « parler » qu’au prix d’un important travail politique fait à leur propos. Or, dans ces quartiers de la banlieue nord et nord-est de Paris, les institutions telles que les bibliothèques et les municipalités font le travail que les partis et les groupes politiques faisaient autrefois. Elles font le travail politique de charger de sens l’univers quotidien des classes populaires et leurs lieux de vie, leurs villes et leurs quartiers. Et je me dis que c’est aussi cette entreprise politique qui est mise en conflit par la pierre, par l’insulte, par le feu ou ces indisciplines dites « incivilités ». C’est ainsi que tous ces tags et graffitis viennent concurrencer l’espace symbolique de la ville. Des productions qui s’ajoutent à celles de la chanson et des textes de facture populaire. Et cela prend la forme d’un mouvement de la société civile qui agit contre l’État et les collectivités territoriales, seuls à avoir le pouvoir légal de nommer les lieux publics.

Stains

- 65 À l’automne 2008, je n’enquêtais plus quotidiennement à Saussaie-Floréal-Courtille. Je portais alors mon regard sur la ville de Stains, au quartier du Clos Saint-Lazare, l’un des quartiers les plus malfamés de la banlieue parisienne dont on me dit qu’il est « la plaque tournante de la drogue ». La ligne 13 du métro m’emmène jusqu’à la station Saint-Denis-Université, puis je marche jusqu’au Clos. Il y avait là la bibliothèque Jules-Vallès, l’une des bibliothèques que la direction de Plaine Commune cherche à changer. « Elle est pleine jusqu’à l’os » de documents, mais il y a très peu de lecteurs, l’équipement est vétuste. Elle est située au rez-de-chaussée de l’une des tours du quartier, à côté du square Toussaint-Louverture, en face du lycée Maurice-Thorez, entre la rue Guillaume-Apollinaire et l’avenue Nelson-Mandela. Les collections de cette petite bibliothèque de plus de trente ans sont impressionnantes. J’apprendrai qu’entre plusieurs milliers de CD sa discothèque compte quelque 5 000 vinyles qui partiront au pilon une fois la bibliothèque fermée⁴⁹. En effet, la bibliothèque Jules-Vallès a été remplacée par un espace de lecture dans une nouvelle structure construite dans le quartier dans le cadre du plan de rénovation urbaine : La maison du temps libre. Quand je me rends au Clos, La maison du temps libre est en construction et je passe à côté du chantier. Ce sera un immeuble beau et moderne qui va sans doute « revaloriser le quartier »⁵⁰.
- 66 Je ne peux pas ne pas continuer à souligner les noms et leurs mutations, à situer les bibliothèques dans la ville et dans l’espace politique. Mes notes me plongent une

nouvelle fois dans un froid matin d'hiver. Il est presque midi et je pense déjeuner avant d'aller à la bibliothèque. Je marche depuis la station Saint-Denis-Université sur l'avenue Stalingrad. Je passe à côté du célèbre vélodrome de Saint-Denis et longe le mur qui me sépare des anciens jardins ouvriers. L'avenue est moche, sans vie. Son trottoir n'est qu'un couloir de passage pour les piétons qui prennent le métro : Stains ne bénéficie pas du privilège d'intégration au réseau parisien, ce qui est un motif pour que les habitants évoquent à plusieurs reprises leur « relégation ». Il n'y a pas d'endroit où manger avant l'angle de l'avenue Stalingrad avec le chemin Saint-Léger. À cet endroit règne un McDonald's, entre le Clos Saint-Lazare et la cité Allende, où j'entre pour manger. Je suis à 150 mètres du quartier et à un kilomètre du métro. Je prends comme tout le monde un menu hamburger, frites, Coca-Cola (« *Il faut faire comme tout le monde* », m'avait appris en bon ethnologue Youssef, dans la bibliothèque Gulliver). Je suis le « *pas comme tous* », le seul qui ne connaît ni habitudes ni styles, à l'écart d'une identité parfaitement abritée par ce type de commerce. Clients et employés « sont les mêmes », me dis-je. Je me sens étranger. Après avoir fini de manger, je prends la rue François-Villon et entre au Clos en direction de Jules-Vallès. J'ai l'habitude de voir les restes de voitures brûlées, il est vrai, dans ces quartiers. Mais ce matin de décembre 2008, je remarque sur l'avenue Nelson-Mandela qu'une sculpture représentant une automobile a été brûlée, juste à la limite entre la cité HLM et le quartier pavillonnaire de la fameuse cité-jardin de Stains (je ne saurai rien de plus sur ce fait).

- 67 La bibliothèque Jules-Vallès n'est indiquée par aucun panneau, elle est difficile à trouver. En bas de la tour Apollinaire, je la vois enfin, sale, sombre et toujours avec ses rideaux métalliques fermés. Si bien que la première fois, j'ai hésité à y entrer. « *On a été volés [au début des années 1990] à plusieurs reprises. Les ordinateurs. Alors la mairie a soudé les grilles au cadre et depuis on ne peut plus les ouvrir.* » C'est ce qui fait que les fenêtres et les vitres sont tout le temps opaques de poussière. Mais quand j'y rentre, la sensation de familiarité est immédiate. Face à la porte, une affiche de la compagnie Jolie Môme m'accueille. Plus loin, dans une salle à l'arrière, une immense affiche montre le chanteur sénégalais Youssou N'Dour à la Maison de l'esclavage, sur l'île de Gorée. Dans la salle de la section jeunesse, des affiches d'*Azur et Asmar*, le beau film de Michel Ocelot... tout me fait me sentir comme chez moi. Je reviens à mes impressions de distance et de proximité. Est-ce le cas des habitants du quartier ? Ces personnes avec lesquelles je viens de partager un repas au McDonald's, se sentent-elles aussi à l'aise, comme chez elles, dans la bibliothèque ? Sont-elles bien accueillies ? Le McDonald's et la bibliothèque... il faut mettre ces espaces côte à côte dans le texte comme ils se trouvent dans la ville. Ces institutions visent toutes la même clientèle, la produisent, la divisent, comme le font les deux mosquées et l'église évangélique, également présentes dans le quartier et souvent pleines. Comme le font ces autres espaces à travers lesquels les hommes politiques agissent sur les classes populaires en visant le quartier, l'antenne jeunesse, la maison du quartier, le gymnase, l'école, le collège, etc.
- 68 Je pense à cet homme de 30 ans qui, le jour de la fin du ramadan, entre dans la bibliothèque Jules-Vallès et salue : « *Salam Aleykoun* », pour que la bibliothécaire qui est à l'accueil lui réponde : « *Ici t'es en France, on parle pas comme ça* ». Je me demande ce que veut dire ce « *ici* » dans la réponse de la bibliothécaire ? « *Ici, dans la bibliothèque* » ou « *Ici, sur le territoire national* » ? Peut-être pense-t-elle que la bibliothèque, à la différence du quartier, fait partie d'un espace public national où l'utilisation du français s'impose ? Et qu'est-ce qui est extérieur à la bibliothèque ou à l'espace de la

citoyenneté, le quartier, l'islam, la langue étrangère ? Nous reviendrons sur cette question, car elle pose celle des rapports entre l'espace du quartier, celui de la bibliothèque et l'inclusion ou l'exclusion de l'un et de l'autre de l'espace politique ; mais je note que ce conflit n'est pas une anecdote isolée. Nous avons observé à plusieurs reprises cet agacement fréquent chez les bibliothécaires face à ceux qui entrent dans l'espace de la bibliothèque en saluant d'un « *Salam Aleykoum* ». Ils nous disent alors que « *c'est une provocation* ».

69 Dès les premiers pas de mon enquête se pose la question de la distance sociale et culturelle des bibliothécaires par rapport au quartier où ils travaillent. Tout dans leur attitude, dans leur comportement, dans leurs réactions aux questions que je posais, tout conduit à asseoir dans ma problématique la question de la distance sociale. François Dubet fait de cette distance l'une des raisons de la violence à l'école, suivant l'observation d'Alain Léger et Maryse Tripiet qui attribuent cette distance sociale à un effet de la féminisation du corps enseignant⁵¹. L'accès massif des classes populaires au primaire, au collège et même au-delà, puis le recrutement de plus en plus fréquent de femmes diplômées sont à l'origine de la rupture d'une double proximité. Avant les années 1960, lorsque le lycée était réservé à un nombre très limité de jeunes (environ 10 % d'une classe d'âge, contre près de 90 % aujourd'hui), la proximité culturelle des enseignants et des élèves semblait assurée : des professeurs très cultivés pour le lycée, issus de la classe ouvrière pour les collèges réservés aux quartiers populaires. Aujourd'hui, par contre, les enseignants ont l'impression de se trouver devant des jeunes et des enfants très différents d'eux-mêmes, dont la plupart savent ne pas du tout être destinés à un parcours scolaire du même type. « En se féminisant, le recrutement social du corps des instituteurs et des professeurs du secondaire s'est élevé, accroissant souvent le sentiment de distance culturelle entre les maîtres et les élèves. Ainsi avons-nous souvent entendu qualifier de "cas sociaux" des enfants qui appartiennent tout simplement à la classe ouvrière. [...] Alors que les lycées professionnels reçoivent les élèves les plus en difficulté, souvent orientés contre leur gré, le corps des enseignants anciens ouvriers se réduit ; ils sont remplacés par des enseignants plus titrés académiquement et techniquement, mais qui ne bénéficient plus de la même proximité culturelle avec les élèves. »⁵² Sommes-nous dans une situation semblable dans les bibliothèques ? Cette distance sociale peut-elle être interprétée, comme dans le cas de l'école, comme étant l'une des causes possible des « violences » et, *a fortiori*, des incendies ? C'est, sans doute, dans la mesure où nous observons le même mouvement de bibliothécaires de plus en plus diplômés et ayant suivi un cursus long de formation professionnelle, ce qui les éloigne de l'univers culturel des quartiers et les rapproche de l'univers de l'école. Ainsi, les bibliothécaires sont mieux placés pour savoir ce qui, dans l'offre littéraire, est « bien » pour les enfants du quartier qu'ils ne le sont pour interpréter les productions locales de sens. Et, comme nous le voyons, cette distance sociale informe les lignes de conflit qui traversent l'univers populaire et son rapport à l'État. Il y a là l'une des clés de la compréhension de la politicité populaire dans la France contemporaine.

70 Or, il est nécessaire de revenir encore sur d'autres éléments de l'enquête pour aller plus loin dans cette appréciation, y compris en tenant compte de ce que donne un aperçu par les seules données statistiques. Je note d'abord quelques caractéristiques générales. D'après relèvement, parmi les bibliothécaires du réseau de Plaine Commune, plus de 40 % des interviewés habitent un quartier similaire à celui où ils travaillent et près de 20 % habitent l'un de ces mêmes quartiers où se trouvent les bibliothèques⁵³. Deux des

bibliothécaires de Jules-Vallès résident au Clos Saint-Lazare, et trois bibliothécaires à Saussaie-Floréal-Courtille, dont une travaille à Gulliver et les deux autres à la « centrale » de Saint-Denis. Puis, selon les statistiques du personnel, sur les 200 bibliothécaires du réseau, 50 % sont de catégorie C de la fonction publique (et seulement un peu plus de 10 % de catégorie A, très diplômés, conservateurs et autres « métiers du livre »)⁵⁴. Mais il est vrai en même temps que les catégories A sont celles qui conduisent la politique de la lecture publique, la politique des bibliothèques. La question de la distance ne se définit pas si simplement. Elle n'est pas le reflet mécanique de la différence de diplômes ou du lieu de résidence. Cette dimension de la distance sociale que je tente de saisir est aussi le résultat de l'évolution récente des classes populaires avec leur éclatement inquiétant, avec leurs fractures abyssales. Et elle est le résultat d'une action politique qui se montre incapable de réunir ces éclats dans l'espace d'une expérience commune de la domination et de l'exclusion. Des événements comme les émeutes ou les conflits que, de ce côté-ci de la frontière on qualifie de « violences », sont alors vécus et interprétés de telle façon qu'ils produisent de la distance sociale entre ceux qui cassent les vitres et les bibliothécaires, entre lecteurs et non-lecteurs, distance entre bons citoyens et « inciviles » (ainsi considérés par la qualification de leurs comportements comme étant des « incivilités »).

71 Quand j'ai rencontré Sonia à la bibliothèque Jules-Vallès, elle était près de prendre sa retraite. Dans le même temps, cette bibliothèque dans laquelle elle travaillait depuis quinze ans allait bientôt fermer⁵⁵. Ces deux éléments ont sans doute pesé dans les conditions du long entretien qu'elle m'a accordé. Je lui avais proposé de me parler de sa carrière, de l'histoire de sa vie, du quartier, de la bibliothèque et du rôle de disothécaire qu'elle y assurait. Je suis arrivé ce matin d'octobre 2008 avec Noémie Cirencien, l'une des étudiantes qui m'accompagnerait pendant toute l'année sur ce terrain. La bibliothèque était encore fermée et nous dûmes attendre un peu au square Toussaint-Louverture. Contrairement à moi, Noémie venait d'une autre banlieue, de Noisy-le-Sec, et elle avait dû faire une véritable traversée des zones populaires pour arriver jusque-là. Son chemin prenait la forme d'un arc partant de l'est au nord de Paris. Je l'interroge sur ce déplacement qui lui a demandé plusieurs moyens de transport et sur sa traversée de Bobigny, Drancy, La Courneuve. Elle minimise et sourit, mais me dit qu'elle a dû partir assez tôt de la maison. C'est la galère des périphéries. À 10 heures, nous sommes reçus et en profitons pour regarder la bibliothèque, son décor, ses collections, comment sont classés les livres et autres documents, les salles de lecture. Avec une demi-heure de retard, Sonia téléphone pour s'excuser. Elle nous fait dire qu'elle est malade et ne pourra pas venir. Quelques minutes plus tard – nous ne sommes pas encore partis –, elle appelle à nouveau pour dire qu'elle viendra quand même et nous demande de l'attendre. Elle ne tarde pas plus d'un quart d'heure (elle habite à Saint-Denis), et nous allons rapidement à la salle d'animation pour réaliser l'entretien, l'un des plus durs et des plus marquants que j'aurai fait pendant toute cette période de terrain.

72 Sans que l'on sache pourquoi, Sonia est bouleversée. Elle commence à nous parler et à nous expliquer un parcours de vie qui part d'un chômage très dur, quand elle avait 26 ans. Elle est licenciée de l'équipe d'une municipalité où elle était contractuelle, ce qui la laissera deux années sans emploi. « À cette époque, c'était très dur parce que nous sommes en 1978 et le chômage n'était pas encore entré dans les mœurs. Ça a duré deux ans et c'était vraiment très très dur. À chaque fois qu'on me demandait ce que je faisais dans ma vie, quand je disais que je n'avais pas de travail, les gens ne me parlaient plus. Aujourd'hui c'est très

dur, mais à l'époque, c'était terrible. » Elle trouve finalement un travail dans la bibliothèque municipale d'Argenteuil, elle se forme à « *la fac de Villetaneuse* » comme bibliothécaire et reste dans cette bibliothèque pendant dix ans. Puis elle prend un poste qui lui plaît beaucoup et devient responsable de la bibliothèque d'un comité d'entreprise dans une usine du groupe Dassault, stratégiquement placée à côté du restaurant. Sonia se sent bien dans cette bibliothèque « *parce que, comme dans les bibliothèques de quartier, je sentais que j'étais utile, puis parce que j'ai des origines ouvrières. Ça doit se voir, non ?* ». Elle appartient à cette catégorie de bibliothécaires liés à la gauche, au Parti communiste, qui ont longtemps milité à la CGT et pour qui l'accès à la lecture est conçu comme un travail politique auprès des classes populaires. Sonia sera licenciée de cette bibliothèque pour être mutée dans les bibliothèques de Saint-Denis, puis à Stains, suite à un changement politique au sein du comité d'entreprise, où la CGT est remplacée par la CGC : « *C'était très cruel encore, quand la majorité du comité d'entreprise a changé, ils ne se sont pas trompés de cible. La première personne qu'il fallait dégager, c'était moi. Les bouquins qu'il fallait dégager, c'était la philo, toutes les sciences humaines. Ça a été horrible. J'ai vécu un truc affreux, affreux, affreux. C'est pour ça que j'aime si peu le désherbage*⁵⁶. *Parce que j'ai vécu un truc si violent. La nouvelle majorité avait balisé tous les rayonnages avec ces rubans qu'il y a dans les chantiers, vous savez, et ils ont retiré tout ce qui était sciences humaines. [...] Et ils ont remplacé tout ça par des livres sur le management, "comment manager son entreprise ?". Je me disais : je dois cataloguer tout ça ? C'était atroce.* »

- 73 Les rapprochements qu'elle fait au cours de l'entretien entre drames et moments difficiles sont à première vue disparates et semblent conduits par une mise en perspective ou par l'enchaînement de ce que l'on pourrait appeler des épreuves. Ces événements ont en commun le fait, si fréquemment présent chez les militants de gauche, de placer le territoire de leur vie au croisement des données politiques, sociales et culturelles⁵⁷. Comme Sonia, ce qui leur arrive trouve en eux une explication directement politique, est immédiatement inscrit au sein des conflits collectifs. Mais à y regarder de plus près, ce qui me surprend déjà au cours de l'entretien, c'est le caractère dramatique qu'elle impose à son récit, et surtout la situation de désespoir dans laquelle elle se trouve. Quand on approche de l'instant où elle doit produire l'analyse de la situation présente que je lui ai demandée, Sonia se met à pleurer. Le moment de sa retraite, la fermeture de la bibliothèque avec l'envoi au pilon de la plupart des collections (dont la collection de disques de jazz en vinyle qu'elle a aidé à constituer), son impossibilité à comprendre le présent avec les catégories de perception du monde dont elle dispose, tout cela prend un sens dramatique. « *Finir ma carrière là-dessus, c'est triste, c'est horrible. Ou alors je ne suis plus du tout adaptée à la société d'aujourd'hui.* »
- 74 C'est ainsi aussi que se font les distances sociales. Sonia commence par faire le rapprochement entre cette censure politique vécue dans la bibliothèque d'usine et la situation du quartier : « *Ils ont retiré tout ce qui était sciences humaines, comme ici l'imam du quartier ne laisse pas les jeunes filles venir à la bibliothèque.* » Puis, cette distance sociale qu'elle perçoit entre elle et les classes populaires du quartier et qu'elle ne peut penser qu'avec la catégorie de « classe ouvrière », elle ne peut l'expliquer que comme le résultat d'une conspiration. Si les quartiers sont devenus ce qu'ils sont, c'est parce que, comme à l'usine, il y a des acteurs politiques qui agissent sur « les gens ». Et comment est le quartier selon elle ?
- 75 Quand Sonia est arrivée au Clos Saint-Lazare, elle a trouvé le quartier « *déglingué* », et on lui a dit « *qu'ici c'était le Bronx, que c'était Chicago, que "mon fils quand il va à Stains, il se*

fait tirer dessus”... Quand je suis arrivée, ces grands ensembles qui jouxtent cette cité-jardin, ça a été un choc visuel dingue. Je me suis dit : “Mais on est où là ?” ». Elle décrit l'état d'abandon du quartier, de ses espaces publics, notamment pour indiquer que « ça peut vous paraître accessoire ce que je vous raconte par rapport à ce qu'ils [les habitants] vivent chez eux, mais c'est clair qu'on ne les respecte pas. Les gens jettent des choses par la fenêtre, pourquoi ils ne le feraient pas ? ». Puis, sans marquer de pause, elle nous dit que « le Clos Saint-Lazare, aujourd'hui, c'est l'Afrique, et beaucoup de territoires d'outre-mer, aussi ». C'est alors que le nom du square Toussaint-Louverture sur lequel se trouve la bibliothèque prend tout son sens ; ou peut-être devrais-je dire « se vide de sens ». Sonia nous raconte comment cet espace vert qui, en 2008, ressemble beaucoup à un terrain vague, très dégradé et avec beaucoup de déchets éparés ici et là, « était [avant] un parc très bien où les femmes descendaient » et que « c'était un espace de convivialité ».

- 76 Un jour, quelques mois avant notre entretien, Sonia voit la plaque avec le nom du square Toussaint-Louverture brûlée. Elle se sent très mal. Elle ne comprend pas « comment ils ont pu faire ça. Ils ne se rendent pas compte qu'ils sont les descendants de Toussaint Louverture ! ». Elle décide de monter une exposition, mettre en place un projet culturel pour travailler sur la question. Elle pense que c'est une question d'ignorance, qu'ils ne savent pas qui était ce héros haïtien et que cette ignorance explique le sacrilège qu'à ses yeux ils viennent de commettre. C'est ainsi qu'elle monte une exposition sur le thème de l'esclavage (certaines affiches sont encore présentes dans la salle où nous faisons l'entretien, dont celle de Youssou N'Dour sur la Maison de l'esclavage). Pour l'inaugurer, elle fait venir une classe du collège : « J'attendais une conférencière qui devait venir, c'était la première fois qu'on m'avait alloué ce luxe. Les grands gaillards comme ça sont arrivés et là ils ont commencé par se coucher par terre. La prof commence à hurler, c'était la prof d'arts plastiques. Ça faisait rien. Alors elle les a menacés de leur mettre zéro. Ils s'en foutaient ! Ils avaient rien à foutre des arts plastiques ! Je sentais qu'on courrait à la cata... et je devais tenir une heure et demie avec eux ! ». Puis elle se met à parler du fait que les jeunes du quartier ont arraché le nom de Toussaint Louverture du panneau du square éponyme et à décrire l'état du square : « Ça dégouline, c'est horrible, et autour c'est vraiment la poubelle ! [...] Ils n'ont pas de honte ». Et c'est ce constat, ces sacrilèges commis contre le nom de Toussaint Louverture qui l'amènent à vouloir travailler avec eux « pour qu'ils comprennent qu'ils sont les descendants de Toussaint Louverture. Ça va sûrement au-delà de mes prérogatives et de mes missions, mais j'ai voulu faire le lien avec [les émeutes de] 2005. C'est comme la capoeira, ils aiment ça, mais ils ne savent pas que la capoeira est liée à l'histoire de l'esclavage ».
- 77 Tout pourrait donner à penser que les personnes issues de l'immigration, émigrés-immigrants et enfants d'émigrés-immigrés, ont un autre rapport à l'histoire nationale et à la mémoire sociale et politique comme conséquence de leur trajectoire sociale. Cependant, il convient aussi de faire l'hypothèse que ce qui est en jeu ici est le rapport, au temps présent, avec les symboles de la nation, de la République, de la représentation des classes populaires dans l'espace public, des symboles largement institutionnalisés et reconnus par les institutions. Il n'est donc pas étonnant que des groupes sociaux en mal d'institution soient dans un rapport conflictuel avec ces représentations du social et du sacré. Et ces rapports sont d'autant plus conflictuels que ces représentations servent de support à de nombreuses catégories sociales (enseignants, bibliothécaires, militants, hommes politiques) et qu'elles participent ainsi des divisions que traversent les classes populaires.

- 78 Sonia représente bien toute une catégorie de bibliothécaires guidés par une véritable vocation politique dont une bonne partie arrive à l'âge de fin de carrière. Cet entretien avec elle (il y en a eu d'autres après) a été finalement long. Ses collègues sont partis, Noémie aussi, et nous sommes restés, elle et moi, encore un bon moment à discuter ensemble. Je garde le souvenir de cette femme seule, dans cette bibliothèque vétuste, sombre et close par des grilles soudées quinze années auparavant, dans l'espace d'un quartier qu'elle perçoit comme violent et menaçant. Cette personne dont les outils cognitifs semblent inappropriés pour saisir la réalité de ces classes populaires avec lesquelles elle travaille au quotidien et qu'elle sent éloignées de l'histoire de sa propre famille, une famille d'ouvriers immigrants qui ont été socialement promus par l'école et soutenus par l'État social. Puis, comme elle dit, « *ici ce ne sont pas des cadres. On me dit qu'il n'y a plus de classe ouvrière, mais je ne vois pas des cadres monter dans les bus chaque matin* ». Mais elle ne parvient pas à comprendre que l'évolution des classes populaires n'a pas comme seuls registres le revenu, le lieu de résidence et l'inscription dans le marché du travail, que des dimensions culturelle, politique et de trajectoire sociale sont également importantes dans la perception du semblable et du différent. Elle vit dans une solitude provoquée par la fin de sa carrière, par l'évolution de la culture et par la future disparition de son lieu de travail, qu'elle a en bonne partie bâti, comme elle a créé la collection de vinyles de sa discothèque. C'est la solitude des militants qui vivent mal le divorce avec les classes populaires des quartiers d'aujourd'hui. Une mésentente qu'ils vont surinterpréter en évoquant les couleurs de l'immigration, de la différence culturelle et de l'influence religieuse. J'ai encore en tête l'image de cette dame comme on voit à la télévision ces personnes seules en train de chercher des points de repères dans des espaces totalement dévastés après le passage d'un raz-de-marée. Est-ce la fin d'une ère dans la longue vie des bibliothèques populaires ?
- 79 **La médiathèque de la Maison de l'enfance dans les flammes**⁵⁸ : « La médiathèque de la Maison de l'enfance (MME) se situe à quelques minutes à pied de la station de métro 8 mai 1945, dans le quartier des 4 Routes à La Courneuve. Ce quartier peut être considéré comme le plus vivant de la ville. Les magasins sont nombreux, le marché s'y tient plusieurs fois par semaine, il compte plusieurs moyennes surfaces, des cafés. Il rend bien compte d'une population cosmopolite qu'on entend parler en plusieurs langues. On y trouve des taxiphones, boucheries hallal, magasins de vêtements bon marché, agences de voyages, restaurants indiens, étals d'épices, de fruits et féculents exotiques, boutiques de vêtements indiens. Très populaire, le quartier comprend des magasins bon marché, proposant des vêtements et de la nourriture à des prix dérisoires. Le quartier compte aussi un certain nombre de structures et d'équipements municipaux : groupes scolaires, centre aéré, gymnase, lycée, protection maternelle et infantile (PMI), crèche et la médiathèque.
- 80 « La bibliothèque de la Maison de l'enfance a été créée en 1973. Cette institution a longtemps été, et le reste encore aujourd'hui, marquée par une figure emblématique du quartier, Cléo, qui prend la direction de la bibliothèque au début des années 1990 quand la bibliothèque fut rattachée aux bibliothèques municipales de La Courneuve. La responsable, très jeune à l'époque puisqu'elle n'avait qu'une vingtaine d'années, décida d'élargir le champ d'action de la structure et de l'ouvrir aux écoliers qu'elle reçoit quotidiennement. Pendant près de vingt ans, Cléo mit en place un atelier d'écriture pour les enfants à partir de 7 ans et finit par l'étendre aux centres de loisirs qu'elle recevait pendant les vacances. Les enfants composaient un texte, le corrigeaient et

allaient le faire imprimer en centre-ville. L'équipe de la bibliothèque organisait des sorties au Salon du livre de jeunesse de Montreuil où elle emmenait plusieurs enfants, après quoi les livres ayant le plus intéressé les enfants étaient commandés pour intégrer le fonds de la bibliothèque. Le partenariat avec les différentes structures du quartier était très développé : la bibliothèque participait aux activités de la Maison de l'enfance (concerts, soirée casino, spectacle poétique, pièces de théâtre, activités gastronomiques et culturelles, soirée cabaret, expositions...), aux fêtes de quartier, aux brocantes. Une heure du conte était organisée de façon hebdomadaire, et des animations hors les murs étaient organisées, les personnels de la bibliothèque se rendant à l'extérieur avec une brouette remplie de livres. Soucieuse d'attirer toujours plus d'enfants et de les amener à la lecture, la responsable décida d'installer, avec l'aide des ateliers municipaux, un poulailler, composé de poules, de canards, d'une chèvre...

81 « La création de ce poulailler constitua une rupture dans la fréquentation de cette bibliothèque de quartier, ce dernier s'étant révélé être un élément extrêmement fédérateur au niveau du quartier, toutes générations confondues. Ce poulailler dura presque dix ans et se termina sur une note tragique. Le poulailler fut saccagé et la chèvre décapitée, sans que les responsables ne soient condamnés. Par la suite, la responsable décida de ne plus avoir d'animaux en extérieur, mais installa des animaux à l'intérieur de la bibliothèque : lapin, cochons d'Inde, chinchillas, gerbilles, phasmes, un aquarium, "cette bibliothèque, c'était quasiment devenu un centre social, une ludothèque, c'était tout à la fois !"

82 « Au contraire d'autres bibliothèques ou équipements municipaux tels que les écoles, la bibliothèque de la Maison de l'enfance n'a quasiment jamais fait l'objet de violences à l'encontre du personnel ou de dégradations. Cléo ne se souvient que de quelques incivilités en trente ans de carrière, et deux épisodes de vols d'ordinateurs, et nous assure qu'elle n'a jamais eu d'altercation avec des jeunes.

83 « Malgré tout ce travail de proximité mené pendant une trentaine d'années, la bibliothèque a été l'objet d'un incendie pendant les émeutes de novembre 2005 qui l'a entièrement détruit. La structure venait de changer de direction quelques mois auparavant, car Cléo prenait sa retraite. L'incendie a eu lieu dans la nuit du vendredi au samedi, le 5 novembre, jour où la nouvelle responsable, Lucie, ne devait pas travailler. Les incendiaires ont cassé un carreau et y ont jeté un cocktail Molotov.

"On sentait que quelque chose... Ils avaient brûlé une camionnette dans la rue. Le vendredi soir, j'ai dit à Julia, 's'il y a quelque chose tu m'appelles'. Vers 8 h 45 Julia m'a appelée, j'y suis allée et on s'est trouvées toutes les deux devant notre structure avec les collègues de la Maison de l'enfance." Lucie

"Je revenais de mon congé mater, j'ai pris le chemin, l'allée, et au bout je vois la vacataire, parce qu'on prend des vacataires le samedi. Et elle attendait, et je me suis dit 'elle est sympa celle-là, elle m'attend'. Et quand j'ai vu la fumée, tout avait brûlé, l'odeur, je me suis mise à pleurer." Julia

"J'ai été avertie par téléphone, par ma petite collègue, la reine des policiers, elle, ça lui a vraiment fait quelque chose, en plus je crois que c'est elle qui a découvert parce qu'elle est venue un vendredi, ça s'est passé pendant la nuit, et elle l'a vu quand elle devait faire l'ouverture le samedi matin. Tout n'a pas brûlé, c'est juste le devant qui a brûlé, mais ils ont tout jeté parce qu'ils pouvaient pas récupérer, et il y avait de vraies merveilles là-dedans." Cléo

"Moi j'ai vu la fumée, j'habite juste là, de mes fenêtres on voit la bibliothèque, moi j'ai vu la fumée !" Jeanne, une adolescente usagère de la bibliothèque

84 « La douleur a été proportionnelle au degré d'implication des différents professionnels qui ont exercé dans cette structure, l'incendie a été très dur à vivre pour les individus qui s'y sont énormément investis et qui ont fini par s'approprier cet équipement.

“C'est comme un deuil, un deuil propre quoi. Et c'est là qu'il faudrait voir jusqu'à quel point les bibliothécaires peuvent s'approprier leur équipement.” Stanislas

“Les collègues n'ont pas compris ce qu'on vivait, ils nous appelaient les traumatisées. [...] ça m'a vachement perturbée parce que je venais de prendre mes fonctions, Cléo était partie au mois d'août, ça s'est passé au mois de novembre et je me suis dit c'est toi qu'ils n'acceptent pas. Après non, parce que j'ai bien vu les réactions des gamins du quartier quand ils ont vu que ça avait brûlé, mais sur le coup oui. En plus cette odeur, c'était choquant. C'était choquant. Même deux ans après, c'est quelque chose.” Lucie

“Ça a été un choc terrible. J'ai dû aller à la Maison de l'enfance récupérer mes poissons que je devais récupérer plus tard et qui n'étaient pas morts, mais je n'ai pas pu regarder la porte. Je n'ai pas pu, je n'ai pas pu, je tournais le dos à la bibliothèque, je regardais pas la porte, j'ai récupéré mon aquarium et mes poissons sans me retourner. Je ne pouvais pas voir, longtemps après j'ai vu les caisses de livres là où je faisais mes ateliers d'imprimerie et ça m'a énormément choquée. Ça été terrible. Maintenant, ce n'est plus ma bibliothèque.” Cléo

85 « Si cet incendie n'a pas fait l'objet d'un traitement médiatique local important et n'a pas suscité de grandes émotions ni de prises de paroles chez l'ensemble des professionnels des médiathèques de Plaine Commune, il n'en reste pas moins que cet événement a suscité une certaine émotion chez quelques bibliothécaires qui exercent à La Courneuve et qui connaissent son histoire, ainsi que chez les usagers.

86 « La première douleur concerne la destruction des livres. En effet, beaucoup des bibliothécaires nous ont fait part de leur attachement au livre, ne serait-ce qu'au livre en tant qu'objet. À cet attachement s'ajoute un travail mené sur plusieurs années pour créer une collection, un fonds. Ainsi l'exprime Julia, l'une des bibliothécaires pour qui *“tous ces livres qu'il a fallu jeter... C'est dur, parce qu'un livre, c'est comme une naissance”*. Mais ainsi l'exprime aussi M^{me} Kahoul, usagère de la bibliothèque : *“Les gens qui ont brûlé la bibliothèque, c'est parce que pour eux, le livre n'est pas sacré, il y a un désintérêt, c'est pas des usagers ou des grands lecteurs qui ont brûlé la bibliothèque, sûrement pas ! Le livre, c'est très important, ce ne sont pas des gens centrés vers la lecture, ou alors ils voulaient taper gros et ils ont fait ça parce qu'une bibliothèque brûle très vite.”*

87 « À cet attachement aux documents s'ajoute la dimension de l'enfance. Cette bibliothèque était, dans l'imaginaire collectif, la bibliothèque des enfants, le seul équipement qui leur était vraiment destiné dans un quartier en manque d'infrastructures à destination de l'enfance et de la jeunesse : *“Y a rien ici pour eux, y a que la bibliothèque, sinon y a rien dans le quartier.”* Cet incendie est donc perçu comme une atteinte à la fois à la culture, aux livres, mais aussi aux enfants, ce qui le rend doublement insupportable. Ainsi Marguerite, une habitante du quartier ne *“comprend pas comment ils ont pu faire ça, parce que c'est un endroit fréquenté par leurs petits frères, petites sœurs, ils ont forcément quelqu'un dans leur entourage qui fréquentait ici”*.

88 « Après l'incendie, la structure a rouvert ses portes le 22 septembre 2007, après deux ans de rénovation pour un coût total de 165 000 euros. Au cours de ces deux ans, l'équipe d'alors s'est investie dans le projet de reconstruction, en participant au choix des plans de la future structure. Cette dernière fait aujourd'hui environ 100 m².

89 « Si l'incendie a eu un écho médiatique local très faible, les informations autour de l'inauguration ont été en revanche très diffusées, à la fois dans le journal municipal *Regards*, le journal mensuel communautaire de Plaine Commune ainsi que dans *Le*

Parisien, ce dernier relatant l'incendie et le programme de la journée d'inauguration de la réouverture. Ce 22 septembre 2007, près d'une centaine de personnes est venue assister aux festivités de l'inauguration : fanfare, atelier de théâtre musical des enfants du Centre dramatique de la ville. Si beaucoup d'anciens lecteurs attendaient avec impatience la réouverture de la MME, nombre d'entre eux ont été surpris par les changements opérés : de 30 000 documents imprimés, le fonds est passé à 7 000 documents tous supports confondus (livres, CD, DVD...), avec 4 postes informatiques avec accès à Internet, et propose 20 places assises. *“Au début, ç'a été dur, les gens sont rentrés et c'était 'mais où sont les livres ? !'”*

- 90 « Le fonds de la médiathèque a été considérablement réduit et axé essentiellement sur la jeunesse, la structure ne propose que quelques romans adultes, essentiellement des best-sellers et des romans du terroir. Les animaux, les jeux ont disparu. Si aujourd'hui la structure commence à développer un partenariat important avec les structures environnantes (PMI, crèche, écoles...), une certaine nostalgie a persisté au lendemain de sa réouverture. En effet, la totalité des usagers de la médiathèque de la Maison de l'enfance rencontrés au cours de l'année 2009-2010 a déclaré regretter l'ancien fonctionnement, comme M^{me} Kahoul qui trouve froid le nouvel espace, ou comme M^{me} Gérard qui emmenait son fils *“quand il était petit, au départ c'était pour voir les animaux, c'est dommage qu'il n'y en ait plus, c'était super pour les enfants. Puis ils faisaient l'heure du conte, c'était chouette”*, ou encore Béatrice qui trouve *“désolant de voir cette structure mourir. C'est à peine ouvert, quand on a connu comment c'était, une vraie caverne d'Ali Baba”*. D'autres, enfin, trouvent qu'ils ont perdu, que *“c'est aseptisé, c'est mignon, coloré, mais c'est froid, ça fait plus grand, on se sent perdu dans ce grand espace”*.
- 91 « L'incendie de la bibliothèque de la Maison de l'enfance reste dans la mémoire collective comme un moment de rupture dans l'histoire de cette bibliothèque. Certains y ont vu *“un mal pour un bien”*, provoquant ainsi l'occasion de rénover et moderniser un équipement qui était loin de répondre tant aux normes de sécurité qu'aux attentes des bibliothèques de demain. D'autres, au contraire, y verront les derniers vestiges d'une époque révolue où les livres côtoyaient les animaux, les plantes, les jeux de société... autant de moyens pour désacraliser à la fois une institution, la bibliothèque, et un objet, le livre, parfois si éloignés des membres des catégories populaires. »

Le combat des héros. Quand Aladin, Ulysse et Gulliver battirent Romain Rolland, Aragon et Jules Vallès

- 92 Comme je l'ai signalé auparavant, les noms que reçoivent les espaces et les objets qui composent la ville ont toujours compté dans mon travail, et j'ai toujours accordé une importance majeure à cette dimension de la réalité dans mes observations. C'est sans doute Christian Topalov qui nous offre la réflexion la plus approfondie et la plus achevée sur la relation entre ce que nous appelons « la ville » et « ses mots », ces mots que nous entendons prononcer dans la ville ou ceux que nous utilisons pour la nommer⁵⁹. Dans le cas des villes de Plaine Commune (dont je rappelle la liste : Aubervilliers, Épinay-sur-Seine, La Courneuve, L'Île-Saint-Denis, Pierrefitte-sur-Seine, Saint-Denis, Stains, Villetaneuse), comme dans le cas de Ciudad Evita où j'ai vécu et fait mes premières enquêtes dans la périphérie de Buenos Aires, j'ai tendance à voir et entendre ces noms comme une présence politique dans la ville.

- 93 Comment s'appellent ces bibliothèques ? Il y a un changement profond qui coïncide avec le transfert des bibliothèques de l'orbite municipale à la sphère de l'agglomération. Les bibliothèques baptisées par les villes avant leur transfert à la communauté d'agglomération portent les noms suivants : André-Breton, Saint-John-Perse, Paul-Éluard, Henri-Michaux (Aubervilliers) ; Albert-Camus, Pierre-Mendès-France, Jules-Vallès (Épinay-sur-Seine) ; Elsa-Triolet, Jean-Lurçat (L'Île-Saint-Denis) ; John-Lennon, Champagnole, Maison de l'enfance (La Courneuve) ; Jacques-Duclos (Pierrefitte-sur-Seine) ; Centre-ville, Romain-Rolland (Saint-Denis) ; Saint-Just, Jules-Vallès, Louis-Aragon (Stains) ; Jean-Renaudie, Max-Pol-Fouchet (Villetaneuse). La communauté d'agglomération, à partir de 2004, va produire les noms suivants : Gulliver, Don Quichotte, Aladin, et Ulysse (Saint-Denis), Maison du temps libre (Stains) et Colette (Épinay-sur-Seine), y compris le cas de deux bibliothèques qui ont vu leur nom changer : Aladin remplace Romain-Rolland et Maison du temps libre remplace Jules-Vallès. Dans l'ancienne formule, l'auteur de *Le cri du peuple*, membre de la Commune de Paris, côtoyait l'auteur des *Yeux d'Elsa* et la propre Elsa ; de fait, un ensemble de héros, hommes politiques, facilement identifiables par leurs engagements culturels ou sociaux, comme Jean Renaudie ou Saint-Just. Des intellectuels révolutionnaires en somme : un symbolisme très présent dans ces quartiers à travers les rues, monuments, écoles et autres équipements culturels. Le changement de cap est net avec Ulysse, Aladin et Gulliver, et même avec Don Quichotte – Colette est en revanche moins facile à situer d'un côté ou de l'autre de cette division.
- 94 Je ne dispose pas ici d'un matériau suffisant pour étudier la place que ces héros occupent au sein de la culture populaire. Un objectif si ambitieux demande d'autres moyens, comme ceux employés par Robert Darnton pour « Le Petit Poucet » ou « Le Chaperon rouge » dans son étude des significations de *Ma mère l'Oye*⁶⁰. Mais il me paraît évident que cette présence symbolique est introduite par l'État dans les quartiers (seul à posséder l'autorité nécessaire pour ces institutionnalisations, le pouvoir de nommer). Elle met aussi en évidence l'influence qu'un groupe social exerce sur l'État et le pouvoir local : non seulement parce que les premiers de la liste sont tous des héros de gauche, mais également parce que ce sont les symboles de reconnaissance mutuelle d'une génération. Nous nous sommes déjà interrogés sur les effets de mémoire que ces dénominations pouvaient avoir sur les classes populaires. Le cas d'Ulysse est très révélateur. Lors de la cérémonie d'inauguration, c'est Claude Bartolone, député socialiste et président du conseil général de la Seine-Saint-Denis, qui a placé le nom de la bibliothèque Ulysse dans l'orbite des chansons de Georges Brassens, tandis que la mythologie grecque passait au second plan et était laissée à la charge d'une représentation faite par des écoliers⁶¹. Le président du conseil général a commencé son allocution en reprenant la chanson de Brassens « Heureux qui comme Ulysse a fait un long voyage... ». Mais cette re-signification d'Ulysse aurait pu venir de n'importe quel autre orateur de la cérémonie et même du public, tant la communauté était forte entre ceux qui parlaient et ceux qui écoutaient. Il y a très probablement, parmi les habitants du quartier absents de la cérémonie, un certain nombre d'entre eux qui connaissent Ulysse grâce au dessin animé de Disney, aux films de grande distribution et aux contes pour enfants. Et pour beaucoup, ces représentations entrent partiellement en concurrence avec celles transmises par l'école. Mais ils sont sûrement moins nombreux que ceux présents à la cérémonie politique d'inauguration à s'émouvoir des chansons de Brassens. Et il va sans dire que les habitants du quartier sont quasiment absents à ce

moment-là de la représentation politique. Mais qu'importe après tout, puisqu'ils ne votent pas, de toute façon.

- 95 Que se passe-t-il lorsque cette charge politique portée par les bibliothèques à travers leurs noms devient une charge portée individuellement par les bibliothécaires ? Nous pouvons penser qu'elle était lourde dans le premier modèle, celui des héros tels Saint-Just ou Pierre Mendès-France. Et nous pouvons penser que le passage qui va d'Aragon à Aladin obéit à une dépolitisation des équipements de l'État conçus comme un espace public ouvert à tous, qu'il en allège la charge. Mais en même temps, que signifient Aladin, Don Quichotte, Gulliver ou Ulysse ? Nous avons posé la question à de nombreux bibliothécaires qui n'ont pas su donner de réponse. Si ce n'est « *on a voulu changer des Pablo Picasso, Youri Gagarine ou Salvador Allende* ». Mais pourquoi changer ? Cela signifie-t-il une moindre charge politique ? Certes, si par politique on entend une symbolisation qui oppose les uns aux autres et les invite au dialogue, voire au débat.
- 96 Il y a encore trois observations à faire ici. La première c'est que, quoi qu'il en soit, les habitants ne participent nullement à ces désignations. Les noms des bibliothèques comme ceux de toutes les autres choses de leur quartier leur sont imposés par « la classe politique ». De ce point de vue, la forme interventionniste des institutions en territoire populaire se voit renforcée, et les chances d'« appropriation » de ces institutions par les habitants, pour parler le langage des hommes politiques, se voient réduites. Quand je suis arrivé à l'*asentamiento 22 de Enero*, en janvier 1986, cette occupation de terres de 107 hectares par 1 200 familles n'était qu'un campement au milieu d'un gigantesque terrain vague de la banlieue ouest de Buenos Aires. Or, les occupants se sont un soir mis à dessiner un plan et à baptiser les « rues » qui existeraient un jour. Ils ont choisi des noms de fleurs, car « *on veut faire*, disaient-ils, *un barrio jardín (un quartier fleuri)* ». Ils ont discuté de l'idée dans des assemblées de quartier et ont voté (une proposition vite écartée était de prolonger le nom des rues du quartier voisin : Martín Coronado, José Hernández, Valentín Gómez, El Lazo...). Les noms alors choisis collectivement sont ceux des rues qui aujourd'hui traversent ce quartier de Ciudad Evita : *los pensamientos, las orquídeas, las azucenas, las margaritas...* En revanche, si l'on revient à la comparaison de la carte de Ciudad Evita représentant l'effigie de l'épouse du général Perón avec la carte du Clos Saint-Lazare, on retrouve la situation inverse. Le plan du quartier de Stains a été conçu pour représenter, vu du ciel, un papillon qui est resté aussi à l'état de projet, car la seconde moitié n'a jamais été bâtie. Ciudad Evita, vue du ciel, représente le profil d'Eva Perón avec son célèbre chignon.
- 97 La deuxième observation fait écho au point de vue des bibliothécaires. Si l'on pense à certaines de ces figures, comme celle de Sonia, à Stains, la charge politique symbolisée par des noms tels que Louis Aragon ou Romain Rolland forme aussi un support, une aide à l'orientation. Les choses sont explicites, il y a un contenu clair donné à l'action de la bibliothèque, ce qui peut constituer un point d'appui. Plus fondamentalement, ces noms donnent l'occasion d'une inscription collective. Il y a là un « foyer moral », comme dirait Durkheim, où l'action de la personne s'inscrit dans un cadre collectif. La phrase « *on sait ce qu'on fait* » prend du sens, tout comme il est plus facile de comprendre son contraire : « *on n'est pas sûr de ce qu'on fait* », qui traduit toutes les ambivalences, les incertitudes et les divisions qui traversent cet univers des bibliothécaires en contact avec un monde de classes populaires également conflictuel. De quelle action est porteuse Gulliver ? Nous avons là, pour le meilleur et pour le pire,

un groupe politique dépossédé de ses héros. Or, selon l'analyse de certains, la survie des bibliothèques publiques se joue dans leur possibilité d'exercer pleinement une action de pédagogie politique⁶². Sur quelles bases ?

98 Enfin, je dois faire une troisième observation. Elle concerne cette fois le caractère central de l'exemple choisi et la situation particulière de ce fragment de la banlieue parisienne qu'est la communauté d'agglomération de Plaine Commune. Il est vrai qu'à regarder sur la carte cet ensemble urbain, on voit Saint-Denis occuper le centre et les autres villes l'entourer comme une périphérie, comme une sorte de banlieue dans la banlieue. Et il est vrai aussi que cette condition se multiplie sur plusieurs dimensions dont la symbolique n'est pas des moindres, fortement marquée par la place que le Parti communiste a accordée à cette ville. Cette ville a ainsi rayonné, pour ainsi dire, pendant longtemps vers le reste de la banlieue. C'est ainsi que les exemples des noms donnés aux espaces, aux rues, aux places et aux institutions suivent ce rayonnement. Or, lorsque nous nous déplaçons vers d'autres périphéries, la ville et les quartiers peuvent prendre un autre aspect. Lorsque je suis allé sur place étudier le cas de la médiathèque François-Mauriac, à Goussainville, les choses se présentaient autrement, et j'ai pu faire un constat analogue en allant enquêter sur l'incendie de la bibliothèque du quartier des Aunettes, à Évry, ou encore celui de Villiers-le-Bel. Trois bibliothèques qui ont en commun le fait d'avoir été elles aussi incendiées⁶³. Dans l'espace de ces villes et de ces quartiers, la charge symbolique semble moins directement déterminée par la présence d'un parti politique, elle apparaît parfois comme politiquement « neutre », comme à Évry, où la bibliothèque porte le nom du quartier et où la bibliothèque centrale de la ville s'appelle Médiathèque de l'Agora – du nom de la place où se trouvent la station du RER et un important centre commercial à l'intérieur duquel est situé l'équipement. Et les noms de Colette et Aimé-Césaire sont ceux de la dernière bibliothèque de Plaine Commune (inaugurée en 2010 à Pierrefitte-sur-Seine) et de celle dont l'ouverture est projetée dans le centre-ville de La Courneuve. Ce dernier nom attire notre attention, car Aimé-Césaire est également le nom de celle qui a remplacé la bibliothèque Louis-Jouvet à Villiers-le-Bel après son incendie. Et Aimé-Césaire a été évoqué pour le nom de la bibliothèque que la ville d'Ivry-sur-Seine pensait construire en 2011. Une conversation avec Bozena Wojciechowski (adjointe au maire en charge des actions contre toutes les discriminations – PCF de cette ville) nous permet d'apprendre que la figure de l'écrivain martiniquais va justement « *plutôt vers une reconnaissance de la diversité* »⁶⁴.

99 Si nommer c'est classer⁶⁵, quelle est la place occupée par Gulliver, Ulysse et Aladin dans la société française ? Et quelle est celle que ces noms occupent à Saint-Denis ou encore dans les cités du 93 ? Quelle place prennent les bibliothèques ainsi nommées au sein des classes populaires ? Il n'est évidemment pas question d'« identités ». C'est une question de rapports sociaux, de positions relatives et de relations. Par rapport à quoi et par rapport à qui se situent ces bibliothèques au sein de l'espace social ? C'est par rapport à ce passé désigné par des noms tels Jules Vallès ou Romain Rolland. Aladin et Gulliver renvoient Vallès et Rolland au passé, ils prétendent prendre leur place dans le présent politique des classes populaires, et représenter ainsi les territoires populaires au sein de l'espace public, au sein de l'espace politique national où ces noms ont un sens. Dans son livre sur « la peur des représentations », Jack Goody met en lumière le rapport des groupes sociaux avec les images qui prétendent les représenter en fixant notamment des images du sacré⁶⁶. Ainsi, à travers leur action culturelle, les bibliothèques entrent

dans le monde des représentations des classes populaires et participent en tant qu'acteurs à la formation des frontières symboliques du monde social.

La bibliothèque face aux églises

- 100 Nasser Tafferant observe comment l'islam constitue un refuge pour de jeunes intellectuels des quartiers qui n'arrivent pas à se maintenir suffisamment longtemps dans l'institution scolaire pour accéder à une profession intellectuelle⁶⁷. Un refuge précieux quand on ne trouve pas dans les partis politiques un cadre approprié à la réflexion sur sa condition sociale, morale, politique. La bibliothèque se trouve ainsi en concurrence directe avec les différentes églises et groupes religieux qui constituent la trame de l'inscription territoriale dans le quartier. Et il faut bien insister sur cette concurrence, car les bibliothèques ne coopèrent pas avec ces groupes religieux et ne s'allient pas avec eux. Ainsi, par exemple, au Clos Saint-Lazare, il y a une église catholique, deux mosquées et deux églises évangéliques qui partagent un même local, situé square Molière. Une des mosquées est placée sur l'avenue Stalingrad, entre deux ensembles de barres. On peut voir les fidèles déployer leur tapis sur le trottoir pour faire la prière. Les locaux accueillent aussi des habitants pour différentes activités associatives. L'entrée est toujours peuplée de petits groupes d'hommes qui y discutent debout, quotidiennement. La deuxième mosquée se trouve au rez-de-chaussée d'un autre immeuble. Ces locaux religieux accueillent aussi des habitants pour plusieurs activités associatives.
- 101 Comme dans le cas de la bibliothèque, il est difficile de trouver l'église évangélique La Source de vie, car ses rideaux sont baissés la plupart du temps, et seul un petit panneau, peu visible, indique sa présence au-dessus d'une porte étroite. Les voisins qui habitent le square Molière la connaissent, certains d'entre eux se plaignent des chants du dimanche matin. Mais les fidèles viennent aussi d'autres quartiers de Stains, même s'ils disent parfois au pasteur que le Clos ne leur plaît pas.
- 102 **Extraits du journal de terrain d'Emilia Schijman, 2009.**
- 103 « 1^{er} février 2009 : Ce matin je suis partie tôt pour aller à l'église évangélique que je voyais toujours fermée : le culte se fait les dimanches à 9 heures. Je suis arrivée un peu en retard. La porte d'entrée était fermée. De chaque côté, des rideaux métalliques étaient baissés. J'ai fait le tour et je me suis trouvée dans un local peint en blanc, avec certains des murs en couleur lilas. Le contraste est étonnant entre cet intérieur et le square, gris et délabré. À gauche de l'entrée, une petite salle avec une table au milieu, autour de laquelle des enfants étaient assis. Ils dessinaient. Depuis la porte d'entrée, on voyait une autre salle, plus large, au fond de laquelle d'autres enfants, plus petits, étaient réunis. Une femme vient à ma rencontre. Je me présente et je lui demande si je suis bien dans l'église, et elle m'explique que le lieu de culte se trouve de l'autre côté, sur le square, et que dans cet endroit se font des activités culturelles avec les enfants, pendant que leurs parents participent au culte. Elle m'explique que pendant la semaine, dans ce local, ils organisent des activités de soutien scolaire pour les enfants, comme des cours d'étude biblique et des réunions de prière. À ce moment, un jeune homme se rapproche et me dit qu'il se dirige vers l'église, que je peux venir avec lui. J'ai été très bien accueillie, tous les deux se présentent par leurs prénoms et me font la bise.

- 104 J'entre au temple après lui. La salle d'environ 70 mètres carrés est pleine. L'espace est divisé en deux, une partie surélevée, où se trouve un oratoire. L'autre partie de la salle est remplie de chaises en plastique vert obscur, disposées en environ 10 rangées. Sur les murs il n'y a pas d'images, mais une décoration modeste qui reste de Noël (guirlandes). Sauf trois personnes d'origine française (le pasteur, sa femme et un jeune garçon), toutes les personnes présentes sont d'origine africaine ou antillaise. Près des deux tiers sont des femmes, âgées entre 35 et 65 ans.
- 105 Je reste debout, près de la porte, mais tout de suite le jeune garçon me signale une chaise libre. Je suis impressionnée par la scène. À gauche de l'autel, une bande chante et joue des instruments sur un rythme que je crois brésilien. Les fidèles, debout devant leurs chaises, chantent et accompagnent le rythme avec leurs mains. À droite de l'autel, trois personnes restent debout sans danser. Il s'agit de deux pasteurs, un est français et l'autre d'origine antillaise. Une troisième personne était à leurs côtés. Quand les musiciens et la chanteuse se retirent de la scène et s'assoient, un des pasteurs prend le micro, dit quelques mots implorant Dieu, puis, demande "à la jeune fille qui vient de se mettre debout et de se présenter". Je comprends vite qu'il s'adresse à moi et me regarde, comme tout le monde, et qu'ils attendent que je dise quelque chose. Je me lève et je dis que je suis argentine, étudiante, que je fais un travail sur la rénovation au Clos Saint-Lazare et que je veux connaître l'église. J'ajoute qu'en Argentine il y a beaucoup d'églises évangéliques. Je ne savais pas quoi dire. Un des pasteurs s'exclame "Oui !". Les gens me regardent et me sourient. Le pasteur me remercie et demande une prière pour que Dieu me bénisse, et me dit que la prochaine fois que je viendrai, si c'est le cas, il faut que je cherche la même place. La bande se met à jouer de nouveau et les fidèles, tournés tous vers moi, chantent et dansent, me regardent et me bénissent avec leurs mains. Ils sont souriants. Je reste debout. Je remercie, très émue. Ma voisine me dit que je peux m'asseoir.
- 106 Ensuite, une femme prend le micro et informe sur les activités du mois de février, les réunions et les prières (celles destinées aux personnes malades et aux personnes en difficulté) dans les autres "assemblées de Dieu" d'Île-de-France : "Goussainville", "Haïtiens", "Sarcelles", "Sourds" (Sarcelles), "Stains", "Survilliers". Cet ensemble d'églises constitue l'association Églises évangéliques Source de vie, membre de la Fédération protestante de France. Ensuite, cette femme parle des cours de soutien scolaire et de la sortie "à la neige" qu'ils organisent dans une autre église du réseau. Toute cette information est projetée en PowerPoint sur un grand écran. Je n'ose pas prendre de notes.
- 107 Le pasteur français prend le micro. Il évoque une réunion "très assistée" avec de jeunes adultes qui a eu lieu le jour d'avant, à Saint-Ouen, et signale que "la participation des jeunes est très importante pour l'église". Il invite une des trois jeunes qui étaient dans la salle à parler de la journée. Elle se lève et prend le micro. Cette fille raconte qu'elle était ravie de la participation des jeunes la veille, et résume la pièce de théâtre qu'ils avaient organisée : il y avait le diable, qui poussait les jeunes à regarder la TV et les empêchait de lire la Bible. La pièce finissait par la victoire des "Maîtres de dieu" (?). En effet, cette jeune fille et un autre garçon, d'origine française, sont chargés d'encadrer la jeunesse et de recruter des nouveaux jeunes fidèles.
- 108 Le pasteur prend la parole et lit des fragments de la Bible, qui sont projetés sur un écran situé à droite de l'oratoire. Il invoque plusieurs fois "la puissance de la communion des frères", puis il interprète des passages de la Bible. "Nous sommes tous

égaux devant Dieu, même avec 120 de coefficient d'intelligence, Dieu ne regarde pas ça, il faut rester simple, la simplicité est le plus important. Il faut aussi avoir toujours un cœur d'enfant." Il évoque la sincérité des enfants, leur spontanéité, contre l'hypocrisie parfois facile du cœur de l'adulte. Après, il s'arrête pour parler de la responsabilité des parents face aux enfants, à leur éducation, et à la nécessaire autoréflexion des parents sur la manière dont ils les élèvent. Puis, les parents sont un modèle pour les enfants. "Si on dit à table qu'on a menti au patron, après les enfants vont rire, même si ce n'est pas devant eux. De plus, Dieu ne peut atteindre les enfants qu'à travers leurs parents." Les gens écoutent, certains prennent des notes. Ils ont parfois la Bible entre leurs mains, souvent marquée par plusieurs post-it.

- 109 À la fin, la musique reprend. Les gens chantent et dansent, toujours très souriants. Quand le culte est fini, une femme se retourne vers moi et me dit qu'à partir de ce jour, je ne serai plus jamais triste. Je remercie (j'ai appris bien plus tard que tout le monde dit ça à son voisin dans le cadre de la cérémonie). Le jeune garçon me demande ce que je fais là, en France... Après, le pasteur me salue et m'invite à aller avec eux à la salle d'à côté, pour parler. Le deuxième pasteur se rapproche et répète l'invitation. Beaucoup de personnes se sont rapprochées, me demandant comment je vais, ce que je fais, si je suis baptisée et chrétienne. "C'est jamais trop tard." Beaucoup m'appellent "sœur". »⁶⁸
- 110 Ces extraits d'un journal de terrain sont très significatifs à l'égard de ce que l'on a pu voir dans les bibliothèques de quartier. Les deux institutions semblent se distinguer sur tous les points, mais sur certains aspects la proximité est aussi évidente. Le premier réflexe a été de penser à Jean-Luc, le pasteur « français », avec l'histoire de Sonia, la bibliothécaire de Jules-Vallès, en tête. Comme elle, Jean-Luc est un ancien syndicaliste, comme elle, il a choisi d'investir le quartier. Il habite avec sa femme à Sarcelles. Après trente-cinq ans de travail en tant que facteur, il vient de prendre sa retraite. Il a été délégué syndical : « Ça a été une école de formation, de contact avec les besoins de gens. » Même si les gens le « prennent souvent pour un prof », Jean-Luc se dit « un homme de la rue ». Mais les choses vont mieux pour lui qui a créé cette église dont les fidèles augmentent tous les jours (l'église compte une centaine de fidèles et 59 enfants qui participent notamment aux activités de soutien scolaire). Le pasteur négocie avec le maire un local pour ses activités que la municipalité lui donne « pour un prix symbolique, 18 euros par mois », ce à quoi nous devrions ajouter tout le bien que le pasteur dit du maire et les occasions qu'il lui a offertes de venir rencontrer les fidèles. Le contraste est saisissant avec le désarroi affiché de Sonia, cette bibliothécaire qui n'a plus aucune prise sur le quartier, qui semble avoir perdu les liens avec le maire, même lorsque tous les deux sont du même bord politique.
- 111 Je connais la capacité de ces églises à s'adapter très rapidement à des conjonctures souvent très différentes. Dans l'Argentine des années 1980 et 1990, l'époque où j'ai observé le développement de nouveaux répertoires d'action collective à travers les *asentamientos* (les occupations illégales de terres dans la banlieue de Buenos Aires) a coïncidé avec un changement important au niveau des pratiques religieuses. Le catholicisme des communautés ecclésiastiques de base que j'ai étudié de près a fortement reculé au profit du développement des églises évangéliques et pentecôtistes. C'est pourquoi j'ai été intéressé par cet essor récent dans les quartiers populaires en France. La politique populaire que j'essaie de décrire évolue aussi en concomitance avec ces nouvelles formes de religiosité. Reste le difficile travail de décrire les liens entre l'une et l'autre⁶⁹.

- 112 Deux choses connues mais qu'il vaut la peine de rappeler ici sont rapidement repérables. La première est la simplicité de l'accès au sacerdoce et la possibilité de devenir plus facilement un entrepreneur religieux. Cette condition, qui découle notamment du rapport de la religiosité protestante avec le livre, agit sur un mode fondamental au sein des classes populaires d'aujourd'hui. Là où le chemin culturel et scolaire est long pour accéder à la plupart des fonctions et des responsabilités, qu'elles soient économiques, politiques ou religieuses, là où les chemins de la scolarité et de la formation sont longs et nombreux les diplômes exigés, ces formes de religiosité donnent des possibilités d'action bien plus accessibles. Les formes de distance sociale entre pasteurs et fidèles se trouvent immédiatement raccourcies. Cette première caractéristique est en lien direct avec la seconde. Comme nous l'avons repéré dans l'église du Clos Saint-Lazare, les évangélistes s'approprient très vite les nouvelles technologies de l'audiovisuel et de la communication. Dans la cérémonie que nous venons de décrire, les bibles tenues entre les mains des gens sont en corrélation avec la parole du pasteur, des chants et de la musique, et de l'écran qui, sur le mur, reproduit le discours. Un peu comme dans la pièce de vie des appartements et des maisons populaires où il est fréquent que la télé soit en permanence allumée tandis que les gens discutent, lisent ou mangent. Tout le contraire de ce que font les familles de classe moyenne et aisée qui visent une éducation de distinction intellectuelle et qui souvent n'achètent pas de téléviseur, comme une manière de protéger leurs enfants. C'est ainsi que les gens cherchent à se positionner d'un côté ou de l'autre des frontières sociales⁷⁰. Et on a vu toute la difficulté des bibliothèques et des bibliothécaires à agir dans cet univers entre ce qu'ils perçoivent comme l'évolution des nouvelles technologies et ce qu'ils perçoivent comme un appauvrissement culturel auquel on soumet toujours les classes populaires.
- 113 Ainsi, sur le site Web de ce groupe d'églises évangéliques du nord de Paris, on apprend beaucoup de choses pratiques comme cette invitation :
- « Voici le défi de cette année : Ne plus être un consommateur de programmes ou de réunions proposées par l'église, mais être un acteur ! Comment ?
Esaïe 6.8 : "J'entendis la voix du Seigneur, disant : *Qui enverrai-je et qui marchera pour nous ?*"
Nous te proposons d'organiser la soirée parfaite, idéale pour inviter tes amis et tes collègues afin qu'ils entendent parler de Jésus. Il te suffit pour cela de monter ou de faire partie d'une équipe et de mettre tout en place : La décoration, le repas, l'animation de la soirée, l'ambiance, le thème. Qui mieux que toi sait ce qui correspond le mieux à tes amis ? Ces soirées seront notées à partir des différents critères cités ci-dessus avec remise de prix pour les gagnants. Il y a déjà des équipes en place pour les mois de novembre, décembre, janvier, février, mars et juin : si tu veux participer, il reste avril et mai. Tu as également la possibilité d'intégrer une équipe existante. Dans tous les cas, tu peux nous contacter à l'adresse suivante : jeunesse@lasourcedevie.net.
À toi d'organiser ! »⁷¹
- 114 Je reprends enfin cette phrase du journal de terrain : « *Tu ne seras plus jamais triste.* » Je pense au contact physique, aux chants, à l'accueil, aux applaudissements. L'église semble faire tout ce que la bibliothèque ne peut pas et tout ce qu'elle cherche à ne pas faire. Aller à la rencontre des corps, de l'affectif et des problèmes les plus immédiats et les plus essentiels des gens, mais aussi des préoccupations politiques. Le pasteur non seulement offre des contacts avec le maire qu'il dit connaître très bien, mais il explique aussi aux gens qu'ils ne doivent plus regarder le maire communiste « *comme à l'époque*

de l'Union soviétique ». Il dit que c'est un homme bon et qu'il fait de bonnes choses pour la communauté et pour la ville. Le pasteur semble avoir ainsi une fine perception de la situation : « Je suis invité à prêcher dans les communautés tamoules. Mais je dis qu'il faut être ouvert. Attention, à un moment il va y avoir un fossé, un divorce, une incompréhension, parce que les jeunes ne vont pas se reconnaître dans l'église de leurs parents. C'est pour ça que j'essaye de mettre en avant ici la jeunesse, je dis quant à la deuxième génération d'immigrants, il faut se mélanger, car ce qui est valable pour eux ne sera plus valable pour leurs enfants. » Il parle à la jeunesse « des choses très pratiques » qui se situent « au niveau des besoins ». Son église diffuse un livre, d'une cinquantaine de pages, *Trop jeune pour être mère* dont une jeune fille martiniquaise est l'auteur. « On l'aura ici au mois de mars [l'auteur]. Cette personne a connu... a eu un enfant sans père. On est là confronté à quelque chose... un témoignage : elle va dire et pousser les jeunes à réfléchir : "Tu veux être une mère célibataire ? T'as bien réfléchi aux conséquences ? À 12 ans, 14 ans ?" C'est une fille des îles qui l'a écrit et l'on sait que dans les îles il y a beaucoup de filles-mères, qui sont seules. Tu déséquilibres ton enfant dès le départ. Il faut donner aux jeunes la possibilité de réfléchir et de se positionner par rapport à ça... Dimanche une fille va présenter le livre. Elle l'a lu et ça l'a interpellée. »⁷² Puis, ils vont le vendre à 2 euros, « même si nous, on l'achète à 7,50 euros ». Ils distribuent aussi un autre livre sur le parcours d'un jeune, habitant d'une cité HLM de Noisy-le-Roi, *Des ténèbres à la lumière*. La quatrième de couverture : « Yannis, abandonné par ses parents à l'âge de 3 ans, a été élevé par une grand-mère particulièrement désagréable. Au fil des années, il va s'endurcir et connaître l'enfer de la violence et de la drogue. Armes, argent, haschich vont le conduire à créer un véritable empire et entrer dans le grand banditisme. Poignardé à plusieurs reprises, il échappera maintes fois à la mort et verra son frère de 30 ans se faire assassiner. Derrière ce décor, une femme, Manu, va être traînée dans la boue par l'homme qu'elle a choisi d'aimer. Dans les larmes et la prière, cette fervente chrétienne va décider de le soutenir et de l'accompagner dans le dernier chapitre de son calvaire. Yannis sera incarcéré pour de nombreux vols à main armée et Manu va être l'émissaire que Dieu choisira pour lui faire découvrir l'Évangile. »

- 115 Nous voyons ici comment un autre agent, l'église évangéliste, mélange plus aisément ce que la bibliothèque maintient séparé : vie privée et vie publique, les questions liées à la vie quotidienne et à la survie avec des avis plus généraux sur la société. Mais surtout la parole et l'action religieuses se développent là où, municipalisées, les bibliothèques ne peuvent plus agir. L'église évangélique, comme toutes les autres, vise à construire une communauté et, avec elle, une vision partagée du monde. C'est le but que s'était fixée la bibliothèque populaire lorsqu'elle n'était pas encore un équipement de service public. La bibliothèque était alors plus proche d'une « culture de classe », de la « culture populaire » telle que les travaux de Raymond Williams ou d'Edward P. Thompson l'ont étudiée pour le cas de l'Angleterre. Son action vise la société à partir de l'affirmation d'un point de vue commun, collectif et partiel. C'est ce que les bibliothèques et les médiathèques municipales (ou gérées par d'autres formes du gouvernement local, comme dans le cas de Plaine Commune) ne peuvent plus faire. Elles sont condamnées, pour le bien ou pour le mal, à fonctionner comme un « service public » et à penser leur espace comme un espace public ouvert à tous et à chacun. En ce sens, leur action cible essentiellement les individus. Elles visent l'égalité, cherchant à offrir aux habitants du quartier les mêmes opportunités qu'aux autres membres de la cité. Mais elles se trouvent ainsi dans une position depuis laquelle il est pratiquement impossible de produire une vision collective, d'agir dans la formation d'un acteur collectif.

- 116 (1) Les données associent les chiffres du Clos Saint-Lazare avec celles du quartier Allende, situé en face du premier et faisant partie de la même « Zone urbaine sensible » (ZUS).
- 117 (2) Les données ne comprennent pas le quartier de La Saussaie.
 * CMUC : couverture maladie universelle complémentaire.
 * CNAM : caisse nationale d'assurance maladie.
-

NOTES

1. Denis Merklen, « Paroles de pierre, images de feu. Sur les événements de novembre 2005 », *Mouvements*, janvier-février 2006, n° 43, pp. 131-137.
2. Parmi les plus critiques à ma proposition de qualifier les révoltes de « politiques », Gérard Mauger trouva que mon analyse donnait l'exemple d'une « pensée anarchisante ». Gérard Mauger, *L'émeute de novembre 2005*, Paris, Éditions du Croquant, 2006, p. 102 sq.
3. François Dubet, *La galère. Jeunes en survie*, Paris, Fayard, 1987.
4. La conférence a eu lieu le 20 mars 2006. Pour un compte rendu, voir Claudine Lieber, « Bibliothèques et violences urbaines », *Bulletin des bibliothèques de France*, 2006, t. 51, n° 4, pp. 105-107. [En ligne] < <http://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-2006-04-0105-018> > (consulté le 25 mars 2011).
5. *Ibid.*, p. 105.
6. Suivant l'usage à l'intérieur des bibliothèques et la manière dont ils sont identifiés par le public et par les autorités, nous appellerons « bibliothécaires » l'ensemble des personnels des bibliothèques et des médiathèques, à l'exception des personnels d'entretien, de surveillance et de ménage. C'est-à-dire l'ensemble des personnels qui remplissent des fonctions de bibliothécaire, indépendamment de leur diplôme. Cet ensemble est fortement hiérarchisé, les titulaires d'un diplôme de conservateur des bibliothèques occupent en général le haut de la pyramide.
7. Dans un recensement qui ne peut être exhaustif, j'ai relevé 32 bibliothèques volontairement incendiées entre octobre et novembre 2005, tandis qu'une liste établie par la Direction du livre et de la lecture datée du 15 novembre 2005 recensait seulement 15 bibliothèques incendiées pour la même période.
8. Pour des raisons que nous tenterons de mettre au jour, les incendies et les attaques de bibliothèques sont passés sous silence. Les maires font tout pour qu'on en parle le moins possible, les journalistes y ont prêté peu d'intérêt et, nous venons de le voir, même les sociologues n'ont pas accordé grande importance à ces faits. Nous sommes tombés, à plusieurs reprises, sur des bibliothèques qui avaient été attaquées et sur lesquelles il n'existe aucune mention dans la presse locale ou nationale.
9. Les citations indiquées entre guillemets et en italiques correspondent à des propos de nos interviewés textuellement retranscrits. Dans la plupart des cas, afin de garantir

leur anonymat, nous n'indiquons pas la bibliothèque où l'entretien a eu lieu et nous avons changé le nom des personnes.

10. Source : *Note relative aux bibliothèques d'Île-de-France ayant fait l'objet de déprédations en novembre 2005*, Direction du livre et de la lecture, ministère de la Culture, Paris, 2005.

11. Cette hypothèse peut se révéler vraie et, de fait, est contestée. Par exemple, l' élu du quartier Saussaie-Floréal-Courtille nous dit que « *par effet de ces grandes baies vitrées, la médiathèque est venue éclairer un endroit du quartier qui était un point de business, trafic de drogue, etc. Il se trouve qu'au pied de la tour, il y avait quelques jeunes gars qui avaient pas intérêt à ce qu'il y ait de la lumière de ce côté de la tour. C'est tout con, mais c'est quand même ça au départ. Sur l'ensemble du quartier, il y a 7 000 habitants, la petite et moyenne délinquance, c'est 20 personnes, qui pourrissent la vie du quartier. Après, il y a toujours plusieurs interprétations suivant l'air du temps [...]* ». Entretien avec Pierre Quay-Thévenon réalisé le 27 août 2008.

12. C'est aussi cette conception du livre dans l'« émancipation » de l'individu que propose Jacques Rancière, notamment à partir de ses travaux sur le pédagogue Joseph Jacotot dans *Le maître ignorant. Cinq leçons sur l'émancipation intellectuelle*, Paris, Fayard, 1987.

13. C'est effectivement dans ces deux autres quartiers qu'ont été construites, quelques années plus tard, les médiathèques Don Quichotte (à La Plaine) et Ulysse (au Franc-Moisin).

14. Entretien réalisé le 27 août 2008 à la maison du quartier.

15. Le second tour a eu lieu le 16 mars 2008. Au premier tour, l'abstention fut encore plus importante (57,9 %), et la liste du maire finalement élu (PCF) obtint 42 % des suffrages exprimés. Aux élections cantonales du 20 mars 2011, le taux d'abstention a été plus important encore, notamment dans le département de la Seine-Saint-Denis : « Avec un taux de 67,3 %, la Seine-Saint-Denis a enregistré le record national de l'abstention au premier tour des élections cantonales. Dans quatre cantons, le score dépasse même les 70 % à Aubervilliers-Est, 72,29 % des électeurs ne sont pas allés voter », Claire Colnet, « La Seine-Saint-Denis, première sur l'abstention », *Public Sénat*, 22 mars 2011. [En ligne] < <http://www.publicsenat.fr> >.

16. Anne-Marie Bertrand, Anne Kupiec, *Ouvrages et volumes. Architecture et bibliothèques*, Paris, Éditions du Cercle de la Librairie, 1997 (coll. Bibliothèques).

17. Entre parenthèses, signature de l'auteur du commentaire et date à laquelle il a été posté.

18. 330 000 francs (environ 51 000 €) ont été accordés pour l'« accompagnement au travail de “deuil” de la population ». Voir ministère de la Ville, *Saint-Denis. Requalification urbaine du quartier de Floréal-Saussaie-Courtille*, publié le 1^{er} janvier 2001. [En ligne] < <http://i.ville.gouv.fr/reference/865> >.

19. L'ensemble des clichés de cette sculpture ont été réalisés le dimanche 27 mai 2007.

20. Roberto Ollivero, *Les murs s'écroulent, la mémoire reste*, polyester polychrome, 630 x 300 x 360 (hors soubassement). [En ligne] < <http://fr.ollivero.be/work.php?criteria=year&value=2000> > (consulté le 2 mai 2011).

21. Gaston Bachelard, *La poétique de l'espace*, Paris, PUF, 2010 (coll. Quadrige).

22. Olivier Schwartz, *Le monde privé des ouvriers. Hommes et femmes du Nord*, Paris, PUF, 1990, p. 387.

23. C'est sûrement dans la nature des matériaux choisis par Gaston Bachelard pour étudier la maison qu'on doit chercher sa difficulté à voir cette forme de l'habiter qui est collective. Bachelard s'appuie uniquement sur des textes d'auteurs qui parlent de « leur » rêve ou de leur expérience à titre individuel. Du coup, la maison acquiert une apparence un peu plus « bourgeoise » que dans notre cas.
24. Manuel Castells, « La rénovation urbaine aux États-Unis. Synthèse et interprétation des données actuelles », *Espaces et sociétés*, novembre 1970, n°1, pp. 107-136 ; et du même auteur, *Luttes urbaines et pouvoir politique*, Paris, Maspero, 1973.
25. « *L'État, c'est vous* », écrit une locataire à l'office HLM du quartier du Clos Saint-Lazare dans une lettre de protestation pour les dégradations observées dans les immeubles.
26. Sur le concept d'inscription territoriale, voir Denis Merklen, *Quartiers populaires, quartiers politiques*, Paris, La Dispute, 2009, chap. 1, pp. 35-94.
27. Youssef, homme, 28 ans, sans-emploi.
28. Anne-Marie Bertrand, *Les bibliothèques*, Paris, La Découverte, 2004. Anne-Marie Bertrand, Martine Burgos, Claude Poissenot, Jean-Marie Privat, *Les bibliothèques municipales et leurs publics. Pratiques ordinaires de la culture*, Paris, Éditions de la Bibliothèque publique d'information, 2001.
29. « La bibliothèque, outil du lien social », colloque organisé le 11 décembre 2008 à Villiers-le-Bel par le conseil général du Val-d'Oise, en partenariat avec la communauté d'agglomération Val-de-France et l'association Cible 95 (Coopération interbibliothèques pour la lecture et son expansion). Sur le même thème et en prolongation de ce colloque, s'est tenue le 5 novembre 2009 une journée de réflexion organisée par la bibliothèque départementale du Val-d'Oise en partenariat avec Cible 95. Pour des comptes rendus des deux événements (auxquels j'ai moi-même participé en tant que conférencier), voir Abdelwahed Allouche, « La bibliothèque, outil du lien social », *Bulletin des bibliothèques de France*, 2010, t. 55, n° 2, pp. 78-79. [En ligne] < <http://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-2010-02-0078-003> > (consulté le 3 mai 2011) ; Christine Rico, « La bibliothèque, outil du lien social », *Bulletin des bibliothèques de France*, 2009, t. 54, n° 3, p. 80. [En ligne] < <http://bbf.enssib.fr/consulter/bbf-2009-03-0080-006> > (consulté le 3 mai 2011).
30. Sur la question de la mobilité supposée des usagers, voir l'article de Mariangela Roselli à propos de la mise en réseau des bibliothèques à Toulouse. Toutefois, nous devons noter que, à la différence du cas toulousain, on ne construit pas à Plaine Commune un réseau d'annexes associées à une grande centrale, mais un réseau de médiathèques mises toutes sur un plan d'égalité (si ce n'est le statut un peu à part de la bibliothèque centrale de Saint-Denis). Mariangela Roselli, « Usagers et usages devant une offre de lecture publique libre : parcours d'acculturation et formes d'appropriation lettrées », *Sociétés contemporaines*, 2006, n° 64, pp. 135-153.
31. C'est ce jour et à cet endroit précis que j'ai vu pour la première fois les affiches annonçant la publication du livre de Rachid Santaki, *Les anges s'habillent en caillera*, Paris, Moisson Rouge, 2011, dont il sera question au chapitre 3.
32. Voir, par exemple, Bernard Lahire, *La culture des individus. Dissonances culturelles et distinction de soi*, Paris, La Découverte, 2004 (coll. Textes à l'appui) ; ou Dominique Pasquier, *Cultures lycéennes. La tyrannie de la majorité*, Paris, Autrement, 2005.
33. La phrase s'inscrit dans le cadre de l'ouverture de la bibliothèque Gulliver à Saint-Denis. Je souligne qu'elle a été dite avec ironie et donnait à entendre « *haute couture* » à

la place de « haute culture », dans un geste où mon interlocutrice se moquait des bibliothécaires en les imitant comme s'ils étaient des couturiers.

34. Beaucoup peut être dit sur les « grands frères », et ce point mérite d'être souligné. Nous nous sommes installés (avec Pauline Beunardeau qui y a fait son mémoire de master 2) à l'antenne jeunesse du quartier Saussaie-Floréal-Courtille lorsque j'ai appris que cet espace et la bibliothèque constituaient les deux pôles d'un continuum. Quand la bibliothèque fut incendiée, les animateurs de cette antenne ont organisé (à la demande des bibliothécaires) une réunion avec des jeunes du quartier qui se sont identifiés comme directement liés aux émeutes et donc à l'incendie de la bibliothèque. Cette rencontre improbable dans d'autres circonstances fut possible parce qu'elle eut lieu dans les locaux de l'antenne et grâce à la médiation de ces « grands frères », et c'est ce qui a permis d'avoir une discussion sur les faits. « *Cela a calmé le jeu* », m'a-t-on dit. Un temps seulement, selon ce que j'ai pu constater. Pour une description monographique de cette antenne jeunesse et de la politique des « grands frères » à Saint-Denis, voir Pauline Beunardeau, *Quand des animateurs se firent dénommer « grands frères ». Facteurs sociohistoriques de la disqualification d'animateurs soumis à la catégorie « grand frère » dans la ville de Saint-Denis*, Mémoire de master 2, sociologie-anthropologie, spécialité sociologie et philosophie politique, université Paris Diderot – Paris 7, juin 2009.

35. La dernière fois que j'ai vu Christelle, cette bibliothécaire née à Saussaie-Floréal-Courtille, elle était dans un état de grande angoisse et cherchait désespérément à quitter le quartier. Sa sœur et son frère l'avaient déjà fait. « *Il ne reste plus que mes parents à partir* », m'a-t-elle dit. Le motif en était les « *situations de violence à répétition, mes filles ont été menacées et moi aussi. On est venu chez moi me menacer avec un couteau. Je ne peux plus descendre dans ma cave* », car elle est squattée.

36. En 1990, la bibliothèque populaire Florentino-Amaghino dans la ville de Venado Tuerto, en Argentine, créa une intéressante expérience d'université libre, la Universidad libre de Venado Tuerto. Plusieurs intellectuels ont pris le bus pour faire les 370 kilomètres qui séparent cette petite ville ouvrière de la province de Santa Fe de Buenos Aires (je me suis trouvé parmi eux plus d'une fois en 1993 ou 1994 pour y faire cours). Afin de financer cette expérience qui a hérité des courants socialistes, communistes et anarchistes du début du XX^e siècle, les jeunes qui animaient la bibliothèque ont organisé un restaurant où les notables de la ville venaient faire la cuisine. Ils ont également monté une équipe de football qui a eu un certain succès dans la ligue locale. L'équipe de foot de la bibliothèque fut dirigée un temps par l'écrivain Osvaldo Soriano. À propos de cette expérience, voir Christian Ferrer, « *El saber y la vida* », *Revista Lote*, 1998, n° 12. [En ligne] < <http://www.fernandopeirone.com.ar/Lote/nro012/ferrer.htm> > (consulté le 12 octobre 2012).

37. Michèle Petit *et al.*, *De la bibliothèque au droit de cité. Parcours de jeunes*, Paris, Éditions de la BPI, 1997.

38. Pierre Bourdieu, « *La lecture : une pratique culturelle* », in Roger Chartier (dir.), *Pratiques de la lecture*, Paris, Payot, 1993 (coll. Petite bibliothèque Payot ; 167).

39. François Dubet, *Le déclin de l'institution*, Paris, Seuil, 2002.

40. Véronique Le Goaziou, *Lecteurs précaires. Des jeunes exclus de la lecture ?*, Paris, L'Harmattan, 2006 (coll. Débats jeunesse).

41. Nasser Tafferant, *Le business, une économie souterraine*, Paris, PUF, 2007.

42. Fredrik Barth, « Les groupes ethniques et leurs frontières », in Philippe Poutignat, Jocelyne Streiff-Fenart, *Théories de l'ethnicité*, Paris, PUF, 1995, pp. 203-249 (*Ethnic Groups and Boundaries. The Social Organization or Culture Difference*, 1969).

43. 57 % des Français dont le chef de foyer est cadre supérieur ont lu 10 livres ou plus au cours des 12 derniers mois, contre 18 % de ceux dont le chef de foyer est ouvrier. Données correspondant à 2008, tirées de l'enquête du ministère de la Culture, *Les pratiques culturelles des Français*.

44. « L'État rachète l'ancien siège de L'Humanité », *Le Parisien*, 12 janvier 2010 : « Il aura fallu près de trois ans au journal de gauche pour vendre son siège historique de Saint-Denis. Les 7 000 m², achetés 12 M €, accueilleront la sous-préfecture ». [En ligne] < <http://www.leparisien.fr/seine-saint-denis-93/l-etat-rachete-l-ancien-siege-de-l-humanite-12-01-2010-773422.php> > (consulté le 12 janvier 2010).

45. Il s'agit de Pablo Semán, dont les travaux seront cités plus loin à propos des églises évangéliques.

46. Selon le recensement de 1999, il y avait 24,1 % d'étrangers dans les quartiers Floréal et La Saussaie, contre 15,4 % en région parisienne. Insee, Recensement de la population (RP) 1999.

47. Les rapports entre « question raciale » et « question sociale » constituent l'une des oppositions par lesquelles s'affrontent beaucoup les sociologues travaillant sur les classes populaires. Ainsi, la polémique autour des « quotas ethniques » dans le football a fait rage au mois de mai 2011. Stéphane Beaud et Gérard Noiriel, d'un côté (voir « Race, classe, football : ne pas hurler avec la meute », *Libération.fr*, 6 mai 2011), Éric Fassin et Pap Ndiaye de l'autre (*Libération.fr*, 30 avril 2011), ont signé des articles dans la presse alimentant ces controverses : les premiers mettant l'accent sur la dimension « sociale » de la question, les seconds sur sa dimension « raciale ». Pour une synthèse de ces deux positions dans la sociologie contemporaine en France, voir Michel Kokoreff, Jacques Rodriguez, *Quand l'incertitude fait société*, Paris, Payot, 2004, chapitre IV « La dynamique identitaire et politique des différences », pp. 169-217.

48. Le tract et les activités qui lui étaient associées ont été conçus par deux historiens, l'un professeur à l'université Paris 8 et l'autre ingénieur d'études travaillant pour la CGT.

49. Les protestations et mises en garde des disothécaires ont finalement sauvé cette collection de vinyles, mais, en 2011, ces trente-trois tours n'avaient toujours pas trouvé de place. Ils étaient simplement gardés en attente d'une destination finale. La question a été évoquée à une réunion de la direction de la lecture publique à Plaine Commune comme un problème non résolu.

50. Outre la construction de La maison du temps libre, la rénovation du square Molière et la construction d'un centre commercial, le projet comprend la démolition de 452 logements, 452 logements à construire, 1 903 logements à réhabiliter. Voir Office public de l'habitat de la Seine-Saint-Denis, < <http://www.oph93.fr/En-mouvement/Les-travaux-de-renovation-urbaine/Stains-Le-Clos-Saint-Lazare> > (consulté le 3 février 2011).

51. Alain Léger, Maryse Tripiet, *Fuir ou construire l'école populaire ?*, Paris, Méridiens, 1986 (coll. Réponses sociologiques).

52. François Dubet, *Faits d'école*, Paris, Éditions de l'EHESS, 2008 (coll. Cas de figure), pp. 102-103.

53. Il y avait 200 bibliothécaires au moment de mon enquête par questionnaire. Ce chiffre a augmenté depuis, suite notamment à l'ouverture de deux médiathèques, Ulysse à Saint-Denis et Colette à Épinay-sur-Seine.

54. Le niveau de formation des conservateurs de bibliothèques est très variable. Pour entrer à l'École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques (ENSSIB) afin d'obtenir le grade de « conservateur » (une formation de 18 mois précédée d'un concours), il est exigé d'avoir un niveau minimum de bac + 3. Mais dans les faits, la plupart des élèves ont un niveau master (bac + 5) et beaucoup sont ceux qui ont un doctorat (bac + 8), la plupart du temps en lettres et sciences sociales. Un instituteur a en principe un niveau équivalent master.

55. Elle a travaillé auparavant à la bibliothèque Romain-Rolland de Saint-Denis, et avant cela encore, dans une bibliothèque de comité d'entreprise et à la bibliothèque municipale d'Argenteuil.

56. « Désherbage » dans le jargon des bibliothécaires est la tâche consistant à retirer les livres qui ne servent plus, vieux, inutiles, abîmés, périmés, en mauvais état, le plus souvent pour les envoyer au pilon. Les raisons peuvent être diverses dans cette activité consistant à retirer les mauvaises herbes des collections pour maintenir celles-ci en vie et permettre aux nouveaux livres de trouver une place. Avec l'achat, l'activité de désherbage participe de la constitution de la collection d'une bibliothèque. Le livre de Bohumil Hrabal raconte avec merveille le drame de cette activité violente dans un cadre de censure politique : *Une trop bruyante solitude*, Paris, Robert Laffont, 1983 (coll. Pavillons) [1^{re} édition tchèque, 1976].

57. Comme l'a signalé Olivier Schwartz, « le militantisme ouvrier [et notamment le militantisme communiste, syndical ou partisan], au-delà de la lutte économique et d'une protestation contre les situations vécues dans le travail, [prend] une dimension existentielle globale. Ce que les militants [investissent] dans la politique [déborde] largement la politique [...] On peut suggérer que le phénomène communiste a forgé un de ses traits spécifiques dans la manière dont il a répondu aux aspirations existentielles globales, c'est-à-dire non spécifiquement politiques ». Olivier Schwartz, « Sur le rapport des ouvriers du Nord à la politique. Matériaux lacunaires », *Politix*, 1991, vol. 4, n° 13, p. 83.

58. Ce récit sur l'incendie de la bibliothèque de la Maison de l'enfance à La Courneuve a été établi par Charlotte Perrot Dessaux. Je reproduis ici des extraits des pages qu'elle a rédigées du rapport de recherche : Denis Merklen et Charlotte Perrot Dessaux, *Ce que les bibliothécaires disent de leur quartier. Le quartier des bibliothèques, les bibliothèques des quartiers*, Centre de sociologie des pratiques et des représentations politiques, université Paris Diderot – Paris 7, octobre 2010, pp.65-81. [En ligne] <http://www.csprp.univ-paris-diderot.fr/IMG/pdf/rapport_2010.pdf> (consulté le 24 janvier 2013).

59. Je renvoie parmi ces travaux à son dernier ouvrage, *L'aventure des mots de la ville. À travers le temps, les langues, les sociétés*, Paris, Robert Laffont, 2011 ; et à l'article qu'il a coécrit avec Jean-Charles Depaule : « La ville à travers ses mots », *Enquête*, second semestre 1996, n° 4, pp. 247-266.

60. Robert Darnton, « Contes paysans : les significations de *Ma mère l'Oye* », in *Le grand massacre des chats. Attitudes et croyances dans l'ancienne France*, Paris, Hachette, 1986 (coll. Pluriel ; 8468).

61. Georges Brassens, « Heureux qui comme Ulysse », bande originale du film éponyme d'Henri Colpi, 1970 – sur un texte de Joachim Du Bellay.
62. C'est par exemple la position soutenue par Anne-Marie Bertrand lors de son allocution d'ouverture des journées d'études conjointement organisées par la Bibliothèque publique d'information et l'École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques (qu'elle dirige) au Centre Georges-Pompidou. Voir Anne-Marie Bertrand, « L'avenir et l'image des bibliothèques », communication à la journée d'études sur *L'image des bibliothèques*, Bpi-ENSSIB, Paris, Centre Georges-Pompidou, 17 mai 2011. [En ligne] < http://archives-sonores.bpi.fr/index.php?urlaction=doc&id_doc=3397 > (consulté 24 juin 2011). Et c'est aussi la position d'auteurs comme Roger Chartier ou Robert Darnton.
63. La bibliothèque Louis-Jouvet de Villiers-le-Bel fut incendiée dans le cadre des émeutes du 26 novembre 2007. Celle du quartier des Aunettes, à Évry, l'a été le 6 mai 2007, au cours des protestations suivant le deuxième tour de l'élection présidentielle. La bibliothèque François-Mauriac, dans le quartier des Trois-Bornes, à Goussainville, fut incendiée deux années consécutives : en novembre 2007 et en novembre 2008, puis attaquée à coup de pierres qui ont détruit une bonne partie de ses vitres en 2009.
64. Discussion informelle ayant eu lieu en mai 2011.
65. Jacques Derrida, « La guerre des noms propres », in *De la grammatologie*, Paris, Minuit, 1967 (coll. Critique), pp. 157-173 ; et Claude Lévi-Strauss, « Universalisation et particularisation », in *La pensée sauvage*, op. cit.
66. Jack Goody, *La peur des représentations. L'ambivalence à l'égard des images, du théâtre, de la fiction, des reliques et de la sexualité*, Paris, La Découverte, 2006 (coll. La Découverte Poche / Essais ; 231).
67. Nasser Tafferant, *Le bizness, une économie souterraine*, op. cit., p. 157 sq.
68. Je remercie Emilia Schijman pour ces extraits.
69. Sur le rapport des communautés ecclésiastiques de base aux nouvelles formes de l'action collective des classes populaires en Argentine, voir Denis Merklen, *Asentamientos en La Matanza. La terquedad de lo nuestro*, Buenos Aires, Ed. Catálogos, 1991 et, du même auteur, *Inscription territoriale et action collective. Les occupations illégales de terres urbaines depuis les années 1980 en Argentine*, Thèse soutenue en décembre 2001 à l'EHESS de Paris, Lille, Atelier national de reproduction des thèses (ANRT), 2006. Sur les rapports de la mouvance évangélique à la nouvelle politicalité des classes populaires dans ce pays, voir Daniel Miguez, Pablo Semán, « Culture politique et pentecôtisme en Argentine. Spiritualisation de la politique ou politisation de l'esprit ? », in André Corten et André Mary, *Imaginaires politiques et pentecôtismes. Afrique / Amérique latine*, Paris, Karthala, 2000, pp. 321-341. Pablo Semán, « Cosmológica, holista y relacional: una corriente de la religiosidad popular contemporánea », *Revista Ciências Sociais e Religião* año 3, octobre 2001, n° 3; Daniel Miguez, Pablo Semán, *Entre santos, cumbias y piquetes: las culturas populares en la Argentina reciente*, Buenos Aires, Biblos, 2006.
70. Monique de Saint-Martin, Mihaï Dinu Gheorghiu, Bénédicte de Montvalon (dir.), *Éducation et frontières sociales. Un grand bricolage*, Paris, Michalon, 2010.
71. <http://lasourcEDEvie.net/rubrique/jeunesse/> (consulté le 25 mai 2011).
72. Les extraits d'entretien sont aussi tirés du journal de terrain d'Emilia Schijman.